

NUMÉRO DE CLIENT

NUMÉRO(S) DE PORTEFEUILLE(S)

INTITULÉ DU CLIENT

Table des matières

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4	15. Rémunération, frais et commissions de la Banque	15
1. Entrée en relation d'affaires/Identification du Client	4	16. Intérêts	16
2. Prise d'effet de l'ouverture de compte	4	17. Computations des délais	16
3. Droit de disposition et légitimation	4	18. Exécution des instructions	17
4. Comptes joints et collectifs	5	19. Protection des données à caractère personnel	18
5. Incapacité civile et décès	6	20. Secret bancaire	24
6. Communications et correspondance	6	21. Conformité et responsabilité du Client en matière fiscale	26
7. Rupture de contrat et comptes dormants	8	22. Responsabilité générale de la Banque	26
8. Risques inhérents au moyen de communication	9	23. Responsabilité en matière de renseignements et de conseils	27
9. Enregistrement de conversations téléphoniques et communications électroniques	9	24. Modification des Conditions Générales	27
10. Réclamations du Client	10	25. Cessibilité	28
11. Comptes, dépôts à terme, dépôts fiduciaires et avoirs du Client	11	26. Archivage et preuve	28
12. Droit de gage et de compensation, interdépendance des opérations et droit de rétention	15	27. Résiliation des relations d'affaires	28
13. Lettres de change, billet à ordre, chèques et autres effets de commerce analogues	15	28. Agrément et surveillance	30
14. Crédit	15	29. Protection des déposants et des investisseurs	30
		30. Droit applicable et for	30

Mirabaud & Cie (Europe) S.A.

6B, rue du Fort Niedergrünwald L-2226 Luxembourg / T +352 27 12 83 00 F +352 28 37 14 86

Adresse postale: BP 1223 L-1012 Luxembourg

RCS Luxembourg B 181645 TVA LU26549205

1/53



II. CONDITIONS GENERALES RELATIVES AUX SERVICES DE PAIEMENT	31	III. DISPOSITIONS RELATIVES À LA CONSERVATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUX SERVICES D'INVESTISSEMENT	38
31. Principes	31	48. Principes	38
32. Réception des ordres de paiement	31	49. Catégorisation des Clients	38
33. Consentement	31	50. Informations sur la nature et les risques liés aux instruments financiers	40
34. Correction	32	51. Obligations liées à la fourniture des services de gestion discrétionnaire de portefeuille et de conseil en investissement	40
35. Taux de change et d'intérêts	32	52. Obligations liées à la fourniture de Services d'Investissement autres que le conseil en investissement et la gestion discrétionnaire de portefeuille	41
36. Exécution d'ordres de paiements	33	53. Fourniture de Services d'Investissement comprenant uniquement l'exécution et/ou la réception et la transmission d'ordres Clients sur des produits non-complexes	42
37. Absence de vérification	34	54. Conflits d'intérêts	43
38. Mauvaise exécution des ordres ou opérations de paiement	34	55. Incitations	43
39. Opération de paiement initiée par ou via le bénéficiaire	35	56. Rapports/relevés périodiques	44
40. Demandes de remboursement d'opérations de paiement initiées par ou via le bénéficiaire	35	58. Ordres de transaction des clients sur les OPC	44
41. Utilisation des Services d'initiation de paiement et/ou d'informations sur les comptes	36	59. Obligations de déclaration des transactions sur instruments financiers	44
42. Blocage des fonds	37	60. Dispositions relatives à la conservation des instruments financiers	45
43. Menace pour la sécurité des paiements – Gel des comptes	37	61. Restitution des instruments financiers	46
44. Moyens de paiements	37	IV. DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPÔTS DE MÉTAUX PRÉCIEUX	47
45. Informations	37		
46. Modification des conditions générales relatives aux services de paiement	38		
47. Réclamations et procédures extra-judiciaires	38		



PRÉAMBULE

Les présentes conditions générales (ci-après les «*Conditions Générales*») régissent l'ensemble des relations contractuelles entre Mirabaud & Cie (Europe) S.A., une banque de droit luxembourgeois (ci-après la «*Banque*») et son/ses client(s), personne physique ou morale (ci-après, le «*Client*»).

Les Conditions Générales s'appliquent sous réserve (i) des conventions particulières convenues entre la Banque et le Client, (ii) des réglementations et usages bancaires, des bourses, des marchés, des chambres et des organismes de compensation et de liquidation concernés et (iii) des lois et règlements en vigueur dans les pays où les opérations sont effectuées (en ce y compris les règles en matière de protection des consommateurs et de fiscalité).

Les Conditions Générales s'appliquent également aux relations entre la Banque et toute autre personne autorisée par le Client à accéder aux services que la Banque met à la disposition de ce dernier.

Le Client peut également entrer en relation avec une succursale de la Banque située à l'étranger (ci-après la «*Succursale*») afin de bénéficier des services de cette Succursale, notamment des services d'investissement. Les conditions générales pertinentes (ainsi que toute autre convention particulière) qui peuvent être convenues entre le Client et la Succursale s'appliquent en sus des services fournis par la Succursale.

Afin d'éviter toute ambiguïté, en cas de divergence entre les Conditions Générales et les conditions générales pertinentes convenues entre la Succursale et le Client, ces dernières prévaudront.

Pour faciliter la lecture, la Banque renonce à utiliser la double forme masculine et féminine dans toutes les formules. Il est entendu que la forme masculine comprend implicitement aussi la forme féminine.

Le Client accepte d'être légalement lié par les présentes Conditions Générales dès son entrée en relation avec la Banque.

Sauf convention contraire, en cas de divergence entre la version française et toute autre version linguistique des Conditions Générales ou de toute autre documentation de la Banque, seule la version française prévaudra.

Le Client confirme avoir lu, compris et accepté les documents suivants lors de la signature des présentes Conditions Générales :

- (a) le document intitulé «Politique en matière de meilleure exécution»;
- (b) le document intitulé «Risques particuliers dans le commerce de titres»;
- (c) le document intitulé «Frais bancaires et d'investissement» ou «Frais bancaires», selon le cas;
- (d) le document intitulé «Commissions perçues ou payées par la Banque dans le cadre de ses services d'investissement»;
- (e) le document intitulé «Informations ex-ante sur les coûts et frais liés aux services d'investissement»;
- (f) le document intitulé «Déclaration relative à la protection des données».

Ces documents sont ainsi incorporés aux conventions entre les parties et font partie du dossier individuel constitué pour chaque Client par la Banque.

Le Client choisit de recevoir ces documents par voie électronique via le site Internet de la Banque. Cependant, il peut demander à la Banque de les envoyer gratuitement sous une autre forme, y compris sur papier.



I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. ENTRÉE EN RELATION D'AFFAIRES/ IDENTIFICATION DU CLIENT

1.1. Lors de l'entrée en relation avec le Client, de même que lorsque la réalisation d'une opération le requiert, la Banque procédera à l'identification préalable du Client conformément à la législation relative à la prévention de l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment de capitaux et à la lutte contre le financement du terrorisme et aux directives, circulaires et règles édictées par l'autorité prudentielle compétente. L'identification du bénéficiaire effectif, du mandataire et de tout représentant du Client est également requise.

1.2. Le Client fournira à la Banque les renseignements et documents nécessaires pour permettre à la Banque de remplir ses obligations légales et réglementaires. Sur simple demande de la Banque, le Client lui en fournira une traduction en langue française ou anglaise par traducteur assermenté. Le Client s'engage à aviser spontanément et immédiatement la Banque de tout changement affectant sa situation personnelle, notamment sa capacité, son statut (matrimonial ou autre), sa résidence, sa résidence fiscale, son statut de «US Person» ou sa nationalité et sa situation financière. Le Client veillera à fournir la version la plus récente des documents demandés lors de l'entrée en relation et tout au long de celle-ci.

1.3. Le Client répondra vis-à-vis de la Banque de tout dommage subi par cette dernière en raison du caractère inexact ou incomplet des informations qu'il lui aura transmises au sujet de sa situation personnelle.

1.4. D'une manière générale, la Banque peut refuser une entrée en relation sans avoir à apporter une quelconque justification. Cela peut notamment être le cas si le Client ne fournit pas à la Banque les documents, renseignements et informations décrits ci-dessus.

Pour chaque demande d'entrée en relation, la Banque attribue au Client un «Numéro de client» auquel un ou plusieurs comptes (ou portefeuilles) seront attribués.

Dans les présentes Conditions Générales, «compte(s)» désigne tout compte, sous-compte ou portefeuille identifié sous le même Numéro de client.

La documentation d'ouverture de compte désigne la convention signée entre la Banque et le Client régissant leur relation au regard d'un Numéro de client et des comptes y afférents.

2. PRISE D'EFFET DE L'OUVERTURE DE COMPTE

Les comptes du Client ne seront effectifs qu'à partir de l'acceptation de la demande d'entrée en relation par la Banque et pour autant que la Banque soit en possession de toute la documentation lui permettant, selon elle, de respecter ses obligations légales.

3. DROIT DE DISPOSITION ET LÉGITIMATION

3.1. Le Client, ainsi que tout détenteur d'un pouvoir, signataire autorisé ou représentant légal doivent fournir un spécimen de signature à la Banque.

3.2. La Banque compare les signatures manuscrites figurant sur les documents qui lui sont communiqués avec le spécimen de signature déposé auprès d'elle sans être tenue de procéder à un contrôle plus étendu.

3.3. Les pouvoirs et spécimens de signatures déposés auprès de la Banque sont seuls valables à l'égard de la Banque jusqu'à notification écrite par le Client d'une révocation ou d'un autre changement. La Banque n'a pas à tenir compte d'éventuelles inscriptions ou publications au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, même figurant dans un registre du commerce ou dans d'autres publications.



3.4. La Banque n'est pas responsable des conséquences résultant des falsifications ou abus qu'elle n'aurait pas décelés malgré ses procédures de vérification. Le dommage résultant de défauts de légitimation ou de faux non décelés est à la charge du Client, sauf en cas de faute grave de la Banque.

3.5. Pour les types d'opérations où la signature olographe a été remplacée par un moyen d'accès électronique personnel et confidentiel tel que la composition d'un numéro d'identification personnel et confidentiel (PIN) ou l'introduction d'éléments particuliers d'identification, ainsi que les transactions qui pourraient être réalisées par le biais du site Internet de la Banque dans la mesure où cette prestation est proposée, ladite signature électronique est opposable au titulaire avec la même valeur que la signature olographe. Le titulaire de ce PIN ou de ces éléments particuliers d'identification s'engage à les tenir secrets de manière à ce qu'ils soient inaccessibles à tout tiers.

3.6. Le Client est responsable à l'égard de la Banque tant pour lui-même que pour les enfants mineurs pour lesquels il exerce l'autorité parentale des conséquences directes ou indirectes de la divulgation du numéro d'identification personnel ou de ces éléments particuliers d'identification. Le Client reconnaît assumer tout dommage éventuel en résultant.

4. COMPTES JOINTS ET COLLECTIFS

4.1. Lorsque plusieurs personnes physiques sont titulaires d'un même compte (le «*Titulaire*» et ensemble les «*Titulaires*»), quels que soient sa forme ou son intitulé, le compte est soit «joint», soit «collectif». Pour les besoins des présentes Conditions Générales, chaque Titulaire est considéré comme étant un Client.

4.2. Lorsque les Titulaires optent pour un compte collectif, l'ensemble des Titulaires sont investis des droits et obligations liés au compte et ils ne peuvent agir à l'égard de la Banque qu'ensemble ou par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs représentant(s)

commun(s) disposant d'un pouvoir accordé collectivement par tous les Titulaires. Chaque Titulaire agissant individuellement peut néanmoins valablement révoquer le pouvoir conféré à ce représentant commun.

Les Titulaires d'un compte collectif répondent solidairement à toutes les obligations qui leur incombent au titre du compte.

En cas d'incapacité, de faillite civile ou de décès d'un Titulaire d'un compte collectif, ce dernier sera liquidé d'un commun accord avec tous les Titulaires, leurs héritiers et/ou représentants légaux.

4.3. Lorsque les Titulaires optent pour un compte joint, cela entraîne une solidarité active des Titulaires vis-à-vis de la Banque. Cela signifie que chacun des Titulaires est créancier solidaire à l'égard de la Banque des droits rattachés au compte et de l'intégralité du solde créancier. Ils sont débiteurs solidaires de la Banque pour tout engagement résultant pour eux dudit compte. Chaque Titulaire solidaire peut donner seul toutes instructions à la Banque, sans préjudice des dispositions qui modaliseraient en pratique le fonctionnement du compte joint (notamment quant aux signatures autorisées et procurations). La Banque exécute lesdites instructions des Titulaires dans l'ordre chronologique et conformément aux dispositions et conventions applicables. Chaque Titulaire peut renoncer à sa qualité de co-titulaire, la relation de compte subsistant alors entre les co-titulaires restants. Dans un tel cas, la Banque peut demander la clôture du compte et l'ouverture d'un nouveau compte au nom des Titulaires restants. Chaque Titulaire peut également mettre un terme à la solidarité active à tout moment par courrier recommandé adressé à la Banque ou remis contre décharge à la Banque, de sorte que le compte joint devient alors un compte collectif pour l'ensemble de ses Titulaires à compter du premier jour ouvrable qui suit la réception par la Banque de cette notification. La Banque avertit ceux-ci par courrier dans les trois jours ouvrables de la réception de la notification précitée. Le compte joint ne prend pas fin par l'incapacité, la faillite civile ou le décès d'un Titulaire.



Le compte joint continuera à produire ses effets tant pour l'incapable ou les héritiers que pour les autres co-titulaires tant que la Banque ne recevra pas d'instruction contraire. Les héritiers du Titulaire défunt ne peuvent exercer leurs droits que dans la mesure où ils ont été identifiés par la Banque.

4.4. La solidarité active dans le cas du compte joint et la solidarité passive dans le cas du compte joint ou compte collectif à l'égard de la Banque ne présument, ni l'une, ni l'autre, de l'existence ou de la teneur des liens éventuels de solidarité des Titulaires entre eux.

4.5. Le compte nue-propriété/usufruit

Le démembrement d'un compte entre nue-propriété et usufruit donne lieu à l'ouverture de deux comptes conformément à la convention particulière établie entre la Banque et le Client :

- un compte «nue-propriété» au nom du nu-propriétaire (faisant mention de l'existence d'un usufruit) où est déposé l'actif grevé d'usufruit, ce compte pouvant également être un compte collectif ; et
- un compte «usufruit» au nom de l'usufruitier, destiné à recevoir les revenus du compte «nue-propriété».

Sous réserve des stipulations de la convention particulière établie entre la Banque et le Client, le compte «nue-propriété» fonctionne, pour toutes les opérations, sous les signatures conjointes du nu-propriétaire et de l'usufruitier, lesquels peuvent désigner un mandataire. Les signatures conjointes du nu-propriétaire et de l'usufruitier sont nécessaires pour ouvrir le compte «nue-propriété». Le compte «usufruit» fonctionne sous la seule signature de l'usufruitier, lequel peut désigner un mandataire.

5. INCAPACITÉ CIVILE ET DÉCÈS

5.1. L'incapacité civile ou le décès du Client ou de tiers habilités à agir pour son compte doivent être notifiés par écrit à la Banque dès que possible.

Nonobstant toute publication, tant que la Banque n'a pas reçu une telle notification, la Banque ne sera pas responsable des transactions exécutées par les co-titulaires ou les mandataires après la date du décès ou de l'incapacité civile du Client.

5.2. En cas d'incapacité civile ou de décès du Client, les administrateurs provisoires, tuteurs, héritiers, exécuteurs testamentaires et toute autre personne légalement habilitée à représenter le Client incapable/défunt devront prouver leur qualité par les documents appropriés établissant leurs droits. Ainsi, la Banque pourra demander notamment, à sa discrétion, la production d'un acte de notoriété établi par un notaire ou toute autre autorité compétente, d'une décision de justice, et le cas échéant son exequatur.

5.3. Sauf disposition contraire expresse, les mandats et procurations donnés par le Client à la Banque ou à des tiers relatifs aux relations entre la Banque et le Client ne prennent pas fin avec l'incapacité civile ou le décès du Client. Ils restent valables jusqu'au jour bancaire ouvré suivant la réception par la Banque de leur révocation par le Client ou, en cas d'incapacité ou de décès du Client, par un représentant du Client incapable ou défunt, sans préjudice de l'exécution des opérations en cours.

Après la notification du décès du Client à la Banque, le mandataire devra attester par écrit à la Banque avoir informé les héritiers du Client de l'existence du mandat et indiquer à la Banque l'identité des héritiers informés pour pouvoir continuer à exercer les droits résultant du mandat. La Banque se réserve cependant le droit de ne pas donner suite aux instructions du mandataire jusqu'à la confirmation desdits pouvoirs par les héritiers ou leur représentant.

6. COMMUNICATIONS ET CORRESPONDANCE

a) Langues

6.1. La Banque s'engage, lorsqu'elle communique par écrit avec le Client, à utiliser la langue française ou anglaise ou toute autre langue



acceptée par la Banque et que le Client a choisie lors de son entrée en relation avec la Banque ou, le cas échéant, ultérieurement.

6.2. En l'absence de document disponible dans la langue de communication convenue entre le Client et la Banque (tel qu'exigé notamment par les réglementations), et sauf instruction contraire du Client, le Client déclare comprendre l'anglais et accepte que la Banque fournisse cette documentation en anglais par défaut.

b) Moyens de communication

6.3. Le Client peut communiquer avec la Banque par téléphone, par courrier postal ou électronique ou par d'autres moyens de télécommunications convenus avec la Banque.

La Banque peut accepter les instructions qui lui sont transmises par téléphone ou courrier postal, quelle que soit la nature de ces instructions et sans qu'une confirmation écrite soit nécessaire quand bien même il s'agirait d'une instruction d'achat, de vente ou de transfert à un tiers. En cas de transmission par téléphone, la Banque se réserve le droit de demander au Client une instruction écrite préalablement à son exécution.

6.4. La transmission d'instructions par tout moyen de communication électronique n'est pas autorisée, sauf convention particulière entre la Banque et le Client. La Banque décline toute responsabilité en relation avec une instruction reçue par communication électronique (y compris par e-mail).

La Banque demeure libre d'exiger que le donneur d'ordre lui fournisse les informations qu'elle jugera utiles pour s'assurer de son identité. La Banque n'encourra aucune responsabilité si elle refuse d'exécuter une instruction donnée par une personne dont l'identification ne lui aura pas semblé suffisamment établie. La Banque peut par ailleurs, sans avoir l'obligation, mettre à la disposition du Client une solution permettant la consultation de son compte, la communication avec la Banque et la mise à disposition de documents par la Banque

par le biais d'un système sécurisé, moyennant la conclusion d'un contrat ad hoc précisant les conditions particulières d'utilisation de ce service. La transmission d'instructions à la Banque par un tel système sécurisé n'est pas autorisée sauf convention particulière entre le Client et la Banque.

6.5. Les communications effectuées par le Client par le biais du courrier électronique ne lient la Banque que dans les limites et sous les réserves prévues dans les présentes Conditions Générales.

6.6. Le Client accepte que toutes les informations qui lui seront fournies par la Banque le soient sous forme papier ou par tout moyen de communication (y compris électronique, que la Banque juge approprié en la circonstance), notamment par remise en main propre, par envoi postal, par notification sur une plateforme en ligne de la Banque (y compris e-Banking), par e-mail ou par communication mise à disposition sur le site Internet de la Banque (www.mirabaud.com).

Toute communication fournie par le biais d'une communication électronique est réputée avoir été reçue par le Client le jour suivant sa mise à disposition.

Le Client reconnaît et accepte que la Banque puisse fournir des documents destinés à l'ensemble de la clientèle par toute autre forme d'envoi comme la mise à disposition sur Internet. Lorsque les documents sont mis à disposition sur le site internet de la Banque (www.mirabaud.com), le Client est présumé les avoir reçus le lendemain de leur publication.

Toutefois, et dans tous les cas, le Client accepte que la Banque puisse lui fournir tout document ou toute information sur format papier ou sur un autre support durable lorsque la Banque estime qu'il s'agit du mode de communication le plus approprié.

Pour les besoins de la conclusion de la Convention e-Banking, et plus particulièrement lorsque des informations doivent être communiquées au Client



sur un support durable autre que papier, le Client (i) confirme qu'il a un accès régulier à Internet (ii) reconnaît que les communications électroniques constituent pour lui un moyen de communication adapté au contexte dans lequel sont ou seront conduites les relations d'affaires avec la Banque et (iii) s'engage à consulter régulièrement ses communications électroniques (y compris la plateforme e-banking).

A défaut de remplir les conditions pour l'e-banking, le Client accepte que tout document ou information devant lui être communiqué par la Banque le soit sur un autre support durable (papier ou autre). A cet effet, le Client informera la Banque du support durable choisi (papier ou autre).

6.7. Le Client s'engage à indiquer à la Banque tout changement ou événement rendant le support retenu inefficace dans la communication à son égard (notamment, sans limitation, le changement d'adresse de messagerie ou la suppression de l'accès à Internet).

6.8. Lorsque, de sa propre initiative, le Client choisit de contacter la Banque et de conclure une opération par le biais d'un moyen de communication à distance, le Client accepte que, lorsque la Banque n'est pas en mesure de fournir le DIC PRIIPs (tel que défini par le Règlement (UE) n° 1286/2014 du 26 novembre 2014 sur les documents d'information clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance, tel que modifié en tant que de besoin) avant la conclusion de l'opération, la Banque puisse fournir au client le DIC PRIIPs après la conclusion de l'opération, sans retard injustifié, plutôt que de retarder l'opération en vue d'obtenir le DIC PRIIPs au préalable.

c) Divers

6.9. Toute communication envoyée à l'adresse indiquée en dernier lieu par le Client ou mise à disposition dans son e-banking (ou tout autre support durable) est réputée lui avoir été dûment transmise. Il en est de même lorsque le Client a indiqué un tiers comme destinataire du courrier.

6.10. En cas de pluralité de Titulaires, les communications de la Banque seront valablement effectuées lorsqu'elles auront été adressées à l'un d'entre eux. Que le compte soit joint ou collectif, chaque Titulaire est autorisé à modifier seul la ou les adresse(s) de courrier du compte. Les Titulaires se donnant à cet effet mutuellement mandat irrévocable.

6.11. La date figurant sur la copie de la Banque est présumée être celle de l'expédition.

6.12. Si le Client ne reçoit pas une communication dans les délais dans lesquels il aurait normalement dû la recevoir, il doit en informer la Banque aussi rapidement que possible.

6.13. Sauf convention contraire, toute notification ou communication destinée à la Banque sera adressée à son siège social ou aux adresses e-mail indiquées par le chargé de relation du Client ou à défaut, aux adresses postales ou e-mail indiquées sur le site Internet de la Banque.

En cas de remise de documents à la Banque, celle-ci n'assume, sauf faute grave de sa part, aucune responsabilité quant à leur authenticité, leur validité, leur traduction ou leur interprétation.

7. RUPTURE DE CONTRAT ET COMPTES DORMANTS

7.1. Le Client s'engage à communiquer spontanément et sans délai à la Banque tout changement relatif à son statut personnel (nationalité, état civil, domicile/siège, résidence fiscale, etc.) et prend les mesures nécessaires pour s'assurer que son compte ne puisse être considéré comme étant «inactif» ou «dormant» au sens de la réglementation en vigueur. Si malgré cet engagement la Banque venait à perdre contact avec le Client, la Banque peut entreprendre elle-même ou à l'aide de tiers, selon sa libre appréciation, des recherches au Luxembourg et à l'étranger pour le rétablir. Les frais encourus par la Banque seront intégralement supportés par le Client, dans les limites prévues par les lois applicables.



7.2. Lorsqu'une communication est retournée à la Banque avec l'indication que le destinataire est inconnu à l'adresse indiquée ou qu'il n'y habite plus, la Banque est en droit de conserver cette communication ainsi que tout le courrier postérieur destiné au Client à la même adresse dans ses dossiers, sous la responsabilité de ce dernier.

8. RISQUES INHÉRENTS AU MOYEN DE COMMUNICATION

8.1. Le Client confirme être conscient des risques liés à l'utilisation des communications électroniques, notamment des risques qui peuvent découler d'une erreur, d'une exécution en double d'un ordre, d'une altération ou d'un malentendu, de la transmission d'instructions par une personne non autorisée ou de falsifications; il déclare assumer d'ores et déjà toutes les conséquences qui en résulteront ou pourront en résulter et délie la Banque de toute responsabilité.

8.2. La preuve de l'existence et du contenu de la communication incombe au Client.

8.3. Le Client est rendu attentif que toute communication via internet a lieu sur un réseau public sur lequel la Banque n'a aucun contrôle et qui comporte des risques. De ce fait, l'identité du Client et de la Banque en tant qu'utilisateurs d'Internet ainsi que le contenu des échanges ne peuvent être gardés secrets et leur intégrité ou authenticité ne peuvent être garanties. De même, le flux de données entre le Client et la Banque peut permettre à des tiers d'inférer l'existence d'une relation bancaire. Le Client prend également note qu'en raison de la nature du réseau internet, les communications électroniques peuvent traverser les frontières même si le Client et la Banque se trouvent dans le même pays.

8.4. La Banque ne répond pas des dommages ou autres conséquences qui peuvent être causés par l'utilisation des services postaux, du téléphone ou de tout autre moyen de transmission, y compris électronique, ou de transport, ni par le défaut de réception ou de prise de connaissance

par le Client des communications de la Banque ou toutes autres conséquences pouvant résulter de la prise en compte des instructions du Client concernant les modes de communication autorisés, l'envoi de son courrier ou l'octroi d'un droit de regard, ainsi que des conséquences pouvant résulter du mode de communication utilisé comme le téléphone ou la voie électronique ainsi que de la communication ou de l'utilisation d'un identifiant, d'un code, d'un mot de passe ou d'un «token» transmis par la Banque dans le cadre notamment des communications et consultations à distance. Le Client assume toutes les conséquences et risques pouvant en découler. La Banque décline spécialement toute responsabilité pouvant résulter pour le Client de toute erreur d'identification, d'atteinte à la confidentialité, de retard, perte ou erreur d'acheminement, ou d'atteinte à l'intégrité des communications.

9. ENREGISTREMENT DE CONVERSATIONS TÉLÉPHONIQUES ET COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

9.1. En cas de litige, afin d'apporter la preuve d'une opération, d'une instruction ou d'une communication commerciale, la Banque peut enregistrer les conversations téléphoniques entre les collaborateurs de la Banque et le Client ou son mandataire, ce que le Client accepte expressément. En cas de litige, la Banque se réserve le droit d'utiliser de tels enregistrements comme moyen de preuve. Les enregistrements ne sont conservés que pendant une période limitée, conformément à la réglementation en vigueur, et la Banque est autorisée à les utiliser et à s'en prévaloir en cas de contestation par le Client.

9.2. La Banque peut également enregistrer les conversations téléphoniques (y compris sur mobile) et communications électroniques avec le Client qui sont directement ou indirectement en lien avec les services d'investissement fournis par la Banque au Client, conformément à la Réglementation MiFID (telle que définie dans la Partie III ci-dessous).



La Banque informe le Client, qu'il est en droit de demander une copie des enregistrements effectués conformément au paragraphe précédent. La Banque doit conserver ces enregistrements pendant une période limitée, conformément à la Réglementation MiFID.

9.3. Le défaut d'enregistrement ou de conservation ne pourra pas être invoqué à l'encontre de la Banque.

10. RÉCLAMATIONS DU CLIENT

10.1. Toute réclamation du Client relative notamment à l'exécution ou à l'inexécution d'une instruction, à un extrait de compte ou à un avis doit être communiquée par écrit à la Banque dès que la communication a été mise à disposition ou fournie au Client, mais au plus tard dans le délai de 8 (huit) jours dans le cas d'un avis et 30 (trente) jours calendaires dans le cas d'un extrait dès la date d'envoi figurant sur l'avis ou l'extrait adressé par la Banque au Client.

10.2. Ce délai est porté à treize mois à compter du débit pour toute réclamation concernant une opération de paiement non autorisée ou mal exécutée lorsqu'il s'agit d'une opération de paiement réglementée telle que décrite à l'article 34 (Correction) des Conditions Générales.

10.3. Le délai applicable au paiement par carte de débit ou de crédit est précisé dans les conditions particulières applicables à ce moyen de paiement.

10.4. En l'absence de réclamation ou objection dans ce délai, les dispositions prises par la Banque et les opérations effectuées par elle ainsi que l'inexécution éventuelle d'un ordre ou les extraits établis et autres communications par elles seront considérés comme définitivement approuvés par le Client. L'approbation expresse ou tacite d'un extrait de compte ou autre rapport s'étend à toutes les opérations comptabilisées ainsi qu'à d'éventuelles réserves exprimées par la Banque.

10.5. Le dommage résultant d'une réclamation tardive est à la charge du Client.

10.6. S'il ne reçoit pas d'avis, d'extrait ou de notification, le Client doit présenter sa réclamation dès le moment où il aurait dû normalement recevoir l'avis, l'extrait ou la notification.

10.7. Les informations, notamment en ce qui concerne la valorisation des avoirs, fournies par la Banque peuvent, le cas échéant, se baser sur des informations fournies par des tiers. Dans ce cas, celles-ci sont seulement indicatives et ne sauraient être interprétées comme une confirmation par la Banque ou comme reflétant la valeur financière exacte de l'instrument financier concerné. La Banque n'assumera dès lors aucune responsabilité quant à leur qualité ou pertinence.

10.8. L'objectif de la Banque est de fournir des services de qualité à tous ses Clients. Dès lors, la Banque a mis en place une procédure pour les Clients qui ne seraient pas satisfaits des services qu'elle fournit. Les principales caractéristiques de cette procédure sont les suivantes :

La première étape consiste pour le Client à adresser sa réclamation par écrit à la Banque à l'adresse postale suivante: 6B, avenue du Fort Niedergruenewald L-2226 Luxembourg ou à l'adresse e-mail suivante: reclamation@mirabaud.com.

Un accusé de réception sera adressé au Client par le département en charge des réclamations endéans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception de sa réclamation, à moins qu'une réponse à sa réclamation ait déjà pu lui être adressée entre-temps.

Le Client recevra une réponse écrite dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la réception de sa réclamation. Si la Banque n'est pas en mesure de fournir une réponse dans ce délai, elle informera le Client des raisons du retard et indiquera la date à laquelle elle prévoit de lui fournir une réponse.



Toutefois, dans le cadre de la fourniture de services de paiement entrant dans le champ d'application de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, la Banque transmettra une réponse écrite au Client au plus tard dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception de la réclamation. Dans des situations exceptionnelles, si une réponse ne peut être donnée dans les quinze (15) jours ouvrables pour des raisons échappant au contrôle de la Banque, la Banque envoie une réponse d'attente motivant clairement le délai supplémentaire pour répondre à la réclamation et précisant la date ultime à laquelle le Client recevra une réponse définitive, qui ne devrait pas dépasser cinquante (50) jours ouvrables à compter de la réception de la réclamation tel que prévu par la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.

Si la réponse obtenue de la part du département en charge des réclamations ne répond pas aux attentes du Client, il a la possibilité de contacter le responsable du traitement des réclamations au niveau de la direction de la Banque.

Les coordonnées de la personne responsable du traitement des réclamations au niveau de la direction de la Banque ainsi que des informations détaillées sur le processus de traitement des réclamations sont disponibles sur le site Internet <https://www.mirabaud.com> de la Banque.

Si le Client n'a pas reçu ni réponse satisfaisante, ni accusé de réception dans un délai d'un (1) mois à partir de la date d'envoi de sa réclamation à la personne responsable du traitement des réclamations au niveau de la direction de la Banque, le Client pourra saisir la Commission de Surveillance du Secteur Financier («CSSF») de sa demande dans un délai d'un(1) an à compter de la date à laquelle il a introduit sa réclamation auprès de la personne responsable du traitement des réclamations au niveau de la direction de la Banque.

A ce titre, une procédure de règlement extrajudiciaire des réclamations existe auprès de la CSSF (la «Procédure») à laquelle la Banque s'engage à participer. Cette Procédure a pour but de

faciliter la résolution des réclamations à l'encontre de professionnels sans passer par une procédure judiciaire. Cette Procédure est encadrée par le Règlement CSSF N° 16-07 (tel que modifié) qui est disponible sur le site Internet de la CSSF <https://www.cssf.lu>. La demande doit être introduite sous forme écrite, soit par voie postale à l'adresse de la CSSF, Département Juridique CC, 283, route d'Ar-lon, L-2991 Luxembourg, soit par télécopie adressée à la CSSF au numéro (+352) 26 25 1 2601, soit par e-mail à l'adresse suivante: reclamation@cssf.lu, soit en complétant le formulaire disponible sur le site Internet de la CSSF: <https://reclamations.apps.cssf.lu/index.html>.

11. COMPTES, DÉPÔTS À TERME, DÉPÔTS FIDUCIAIRES ET AVOIRS DU CLIENT

11.1. Lorsque le Client est Titulaire unique ou cotitulaire de plusieurs comptes, quels que soient leur nature, leur qualification ou intitulé dans les livres de la Banque, leur devise, leur terme et les conditions qui leur sont applicables, les divers comptes, créditeurs ou débiteurs, en quelque devise que ce soit, forment en fait et en droit les éléments ou sous-comptes d'un compte unique et indivisible. Au cas où le Client serait en défaut de respecter un quelconque engagement pris envers la Banque, celle-ci pourra, sur simple avis, fusionner ces sous-comptes et opérer des transferts de l'un à l'autre, de solde débiteur à solde créditeur, et inversement.

11.2. Dans cette hypothèse, si certains compartiments ou sous-comptes sont tenus en monnaies étrangères, ceux-ci sont convertis en euro au cours du jour de l'arrêt des comptes ou du transfert. Le droit de conversion immédiate est réservé, en outre, à la Banque dans le cas où un avoir exprimé en monnaie autre que celle dans laquelle est exprimé le débit d'un autre compte, n'offre plus une marge suffisante. La Banque est seule juge pour décider si la couverture est suffisante.

11.3. Après conversion, le solde global des comptes du Client est garanti par les sûretés réelles et personnelles attachées à l'un des comptes ou sous-comptes. Il est immédiatement exigible, ainsi



que les intérêts débiteurs et les frais. Toutefois, la Banque se réserve la faculté de faire valoir chaque solde de compte séparément.

11.4. La Banque peut ouvrir des comptes courants, en euro ou en devises aux Clients dans le cadre de prescriptions légales en vigueur. Sauf convention particulière contraire, la Banque ne rémunère pas les comptes courants. La Banque se réserve le droit d'appliquer aux liquidités en compte un taux d'intérêt négatif, qu'elle détermine en fonction notamment de la situation des marchés financiers.

11.5. La Banque peut ouvrir des comptes de dépôts à terme en euros ou en devises aux conditions qu'elle détermine. La durée, les taux d'intérêts et les modalités applicables à ces comptes sont confirmés au Client lors de leur ouverture. Toute modification ultérieure fera l'objet d'une confirmation écrite.

Sauf convention contraire, les comptes de dépôts à échéance fixe prennent cours deux jours ouvrables après la date de réception des fonds et/ou instructions par la Banque.

A l'expiration du terme, ce dépôt n'est pas renouvelé par les services de la Banque, à moins que des instructions contraires ne parviennent à la Banque au moins deux jours ouvrables avant l'échéance.

Sauf convention contraire, les intérêts sont calculés sur base annuelle. Le paiement des intérêts se fait à l'échéance du terme. Dans l'hypothèse où le compte de dépôt à terme est prorogé, les intérêts peuvent être capitalisés.

Sauf stipulations contraires prévues dans des conditions particulières, les soldes de dépôt à terme ne pourront être prélevés anticipativement en tout ou partie sans l'accord de la Banque.

En cas de remboursement anticipé, la Banque est en droit de calculer et de facturer au Client une commission de remboursement anticipé conformément au tarif ou à la méthode de calcul décrite dans les «Frais bancaires (et de services

d'investissement)» ou dans toute autre communication de la Banque au Client.

11.6. Sur instruction du Client à établir sur la base d'un mandat fiduciaire, la Banque peut effectuer des dépôts fiduciaires en son nom mais aux risques et périls du Client, pour le montant au crédit du compte fiduciaire, spécifiquement ouvert auprès de la Banque. Le montant doit effectivement être à la disposition de la Banque avant que le dépôt fiduciaire ne soit effectué. A défaut d'instructions spécifiant le nom de la banque dépositaire ou d'autres conditions de placement, la Banque s'efforcera de placer les fonds aux meilleures conditions du marché, mais ne pourra être rendue responsable du choix de la banque dépositaire, du lieu ou des termes du placement, ou du fait de n'avoir pas effectué un placement à moins qu'une faute grave ne lui soit imputable. Tous impôts, commissions et frais résultant du placement seront supportés par le Client et seront débités automatiquement par la Banque au compte fiduciaire et déduits des montants mis à disposition du Client au titre d'intérêts ou de remboursement du capital.

Lors de dépôts fiduciaires effectués en vertu du mandat fiduciaire, la Banque remplit le rôle d'agent fiduciaire du Client et n'assume pas d'autre responsabilité que celle d'effectuer des placements fiduciaires en accord avec les instructions reçues et de mettre à disposition du Client fiduciaire les montants perçus par elle, tels intérêts et capital.

11.7. Les comptes sont, en principe, arrêtés à la fin de chaque année. La Banque porte en compte les intérêts, honoraires, commissions et les frais convenus ou usuels. Au fur et à mesure de la comptabilisation des opérations donnant lieu à l'inscription de montants au crédit ou au débit du compte, les créances correspondantes du Client et de la Banque se compensent automatiquement entre elles si bien que toute demande en remboursement du Client ne peut s'exercer qu'à concurrence du solde créditeur net comptabilisé sur le compte à un moment donné.



11.8. Tous montants reçus ou transferts exécutés par la Banque sont crédités ou débités dans les limites du montant disponible ou du crédit octroyé, dans le compte ouvert dans la monnaie correspondante ou, à défaut, dans la monnaie de référence choisie par le Client lors de l'ouverture de compte, sauf instruction contraire. La même règle s'applique aux revenus et aux remboursements relatifs à des instruments financiers. Les frais transactionnels sont débités dans la monnaie de la transaction considérée, sauf instruction contraire du Client.

11.9. La Banque peut créditer n'importe quel compte ou sous-compte du Client et même, le cas échéant, ouvrir un nouveau compte ou sous-compte lorsque le Client ne possède pas un compte ou sous-compte dans la monnaie de l'opération ou lorsque le crédit est insuffisant dans la monnaie de l'opération.

11.10. La Banque est autorisée à accepter et créditer le compte tel que désigné par l'identifiant unique par l'opération de paiement.

11.11. Les avoirs du Client libellés en monnaies étrangères sont déposés par la Banque, en son nom, mais pour le compte et aux risques du Client auprès de correspondants, dépositaires ou de centre de compensation dans ou hors de la zone monétaire en question. Ces avoirs sont soumis aux impôts, restrictions (notamment restrictions de change), retenues ou autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le pays concerné, ainsi qu'aux risques de soulèvement, d'événements majeurs extérieurs à la Banque dont le Client supporte en particulier le risque en résultant. Le Client supporte le risque d'insolvabilité de la banque correspondante, dépositaires ou de centre de compensation.

11.12. A défaut d'instructions précises du Client, les opérations confiées à la Banque sont, à la discrétion de la Banque, exécutées dans la monnaie de l'opération, ou converties dans une autre devise, que l'opération soit effectuée au Grand-Duché de Luxembourg ou ailleurs à l'étranger. En

cas d'indisponibilité de la monnaie concernée, la Banque peut, sans y être obligée, remettre les fonds dans le montant correspondant en devise nationale, tous pertes et frais notamment de change étant à la charge du Client.

11.13. Si un Client donne plusieurs ordres dont le montant total dépasse l'avoir disponible ou, le cas échéant, le crédit qui lui est accordé, la Banque décide librement d'en refuser l'exécution ou elle pourra exécuter ces ordres à sa convenance, en tout ou en partie, et sans égard à la monnaie, le montant ou la date qu'ils portent ni à celle de leur réception.

11.14. De même, la Banque est autorisée à couvrir tout solde débiteur en utilisant les montants disponibles dans d'autres monnaies ou sur d'autres comptes du Client. La Banque peut également accorder un dépassement temporaire en compte, sans que le Client soit en droit de l'exiger. Dans ce cas, le solde représentant le dépassement est immédiatement exigible et porte intérêt jusqu'à son paiement.

11.15. La Banque peut à tout moment rectifier les erreurs matérielles commises par elle par simple jeu d'écritures et le Client lui confère un mandat exprès pour le faire. Si, à la suite d'une telle contrepassation, le compte du Client présente un solde débiteur, les intérêts pour dépassement sont dus de plein droit et depuis la date d'écriture.

11.16. Lorsqu'une inscription est opérée au crédit d'un compte du Client auprès de la Banque sur la base d'un mandat de paiement, d'un avis de transfert de fonds ou dans le cadre de toute autre transaction, mais avant que la Banque n'ait reçu la couverture correspondante, l'inscription doit s'entendre comme faite «sauf bonne fin» même sans mention expresse de la Banque à cet égard. La Banque est autorisée à extourner toute opération dont l'exécution a été remise en cause et à débiter le compte du Client du montant indûment crédité et des frais éventuels, à tout moment, sans qu'elle puisse se voir opposer une quelconque prescription.



11.17. Tous les fonds provenant d'instruments financiers non acquittés, ne seront effectivement disponibles que sur acquittement définitif de ces instruments et réception effective et inconditionnelle des fonds.

12. DROIT DE GAGE ET DE COMPENSATION, INTERDÉPENDANCE DES OPÉRATIONS ET DROIT DE RÉTENTION

a) Interdépendance des opérations

12.1. Toutes les opérations que le Client traite avec la Banque sont connexes entre elles. La Banque est dès lors autorisée à ne pas exécuter ses obligations aussi longtemps que le Client n'exécute pas l'une quelconque de celles existant à sa charge.

b) Compensation

12.2. En règlement de toutes les prétentions contre le Client, sans égard à leurs échéances ou aux devises dans lesquelles elles sont libellées, la Banque a le droit de compenser, sans mise en demeure ni autorisation spécifique, tout ou partie des avoirs du Client qu'elle détient, directement ou indirectement pour le compte du Client à la Banque ou dans un autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger. La compensation peut être effectuée nonobstant saisie ou autres mesures conservatoires ou exécution forcée concernant les avoirs du Client auprès de la Banque ou la faillite du Client. La Banque peut procéder à cette compensation en liquidant, si nécessaire, un dépôt à terme avant échéance ou en vendant une ou plusieurs positions titres.

c) Droit de rétention

12.3. La Banque a un droit général de rétention sur tous les avoirs appartenant au Client qui sont déposés à la Banque ou auprès d'un tiers, au nom de la Banque, pour le compte et aux risques du Client. Toutes sommes et valeurs, de quelque nature que ce soit, détenues par la Banque pour compte du Client, peuvent être retenues par la Banque en cas d'inexécution ou de retard d'exécution des

engagements du Client vis-à-vis de la Banque (y compris ses succursales).

d) Droit de gage général de la Banque

12.4. Le Client affecte en gage en faveur de la Banque, qui l'accepte, l'ensemble des avoirs, instruments financiers et des métaux précieux déposés actuellement ou à l'avenir par lui auprès de la Banque, ainsi que l'ensemble des créances présentes et futures en quelque devise que ce soit pouvant notamment résulter des dépôts en compte auprès de la Banque (les «Avoirs Gagés»). Les Avoirs Gagés serviront de garantie à toutes les créances, actuelles et futures, conditionnelles ou certaines, échues ou non, en quelque monnaie que ce soit, que la Banque (y compris ses succursales) détient ou pourrait détenir à l'avenir contre le Client sans égard à leur exigibilité, leur monnaie, leur échéance ou leur fondement.

12.5. Les droits de la Banque sous le gage des Avoirs Gagés sont valables sans préjudice de tout autre droit ou garantie particulière ou spéciale qui pourrait avoir été fourni. Le droit de gage de la Banque sur les Avoirs Gagés est régi par la loi luxembourgeoise du 5 août 2005, telle que modifiée en tant que de besoin, ou par toute autre loi luxembourgeoise sur les contrats de garantie financière qui la remplacerait (ci-après la «Loi sur les garanties»).

12.6. Le Client s'engage en outre à répondre à toute demande que la Banque pourrait légitimement lui adresser, y compris quant à la signature et la délivrance de tous documents que la Banque jugerait nécessaires ou utiles à l'exercice de ses droits.

12.7. Sans préjudice du droit de la Banque de refuser un gage de rang inférieur sur les Avoirs Gagés, si un nouveau gage est constitué par le Client en faveur de tiers, ce nouveau gage sera subordonné au gage existant en faveur de la Banque, qui en informera le tiers concerné. En outre, si les Clients constituent un nouveau gage sur des Avoirs Gagés en faveur d'autres tiers, le Client reconnaît



qu'il devra obtenir le consentement préalable de la Banque et qu'il autorisera ensuite la Banque à informer, aux frais du Client, les bénéficiaires du nouveau gage des gages existants.

12.8. Dans le cas où des Avoirs Gagés seraient remplacés par d'autres, ceux-ci seront soumis sans autre formalité au droit de gage de la Banque stipulé par les présentes Conditions Générales.

12.9. Si, à tout moment, le Client ne respecte pas un paiement, une obligation de couverture ou toute autre obligation envers la Banque (y compris s'il ne remplit pas ses obligations envers la Banque au regard de ses engagements en matière d'investissement en Private Equity) ou a du retard dans l'acquittement de ses obligations envers la Banque et n'a pas donné de préavis à ce sujet, et dans le cas d'un événement entraînant l'exécution tel que prévu par la Loi sur les garanties ou toute obligation contractuelle du Client ou d'un tiers (tel que convenu par le Client), la Banque peut, à son choix, réaliser les Avoirs Gagés par appropriation, de gré à gré ou par voie de poursuites ou tout autre moyen légalement admis. En particulier, la Banque peut réaliser les instruments financiers ou métaux précieux du Client, négociés sur un marché, en les vendant dans le marché ou en se les appropriant à la valeur de marché et en imputant leur valeur sur la créance, y compris les intérêts, commissions, frais et tous accessoires, de la Banque. Cette faculté subsiste même lorsque le Client fait l'objet d'une procédure d'exécution forcée ou d'une mesure d'assainissement ou de protection.

12.10. Le Client et, le cas échéant, un tiers garant, restent personnellement responsables vis-à-vis de la Banque de tout découvert éventuel après réalisation complète des Avoirs Gagés et toute autre garantie prévue ci-dessous en faveur de la Banque.

12.11. Sans préjudice des garanties particulières, la Banque est en droit d'exiger à tout moment la constitution de nouveaux titres ou l'augmentation

de ceux qui lui ont été accordés, afin de se couvrir contre tous les risques encourus du fait des opérations avec le Client, qu'elles soient échues ou à terme, fermées ou soumises à une condition suspensive ou résolutoire.

13. LETTRES DE CHANGE, BILLET À ORDRE, CHÈQUES ET AUTRES EFFETS DE COMMERCE ANALOGUES

13.1. La Banque ne propose pas de service d'émission ou d'encaissement de chèques ou de lettres de change (ou autres effets de commerce similaires) et la Banque peut donc refuser de fournir ces services sans que sa responsabilité soit engagée. Le cas échéant, si la Banque donne son accord de manière discrétionnaire, les conditions suivantes du présent article s'appliquent.

13.2. La Banque peut procéder à l'encaissement et débiter le compte du Client des effets de changes, chèques et autres effets analogues crédités ou escomptés, s'ils n'ont pas été payés à l'échéance ou contre présentation.

13.3. Jusqu'à l'acquittement du solde débiteur, la Banque conserve cependant contre tout obligé en vertu dudit instrument le droit au paiement du montant total de l'effet de change, du chèque ou de tout autre effet analogue ainsi que celui de toutes les créances accessoires et frais.

14. CRÉDIT

Les opérations de crédit entre la Banque et le Client, ainsi que les éventuels tiers garants, font l'objet d'une convention séparée (la «Convention de crédit»). La forme et les modalités particulières du crédit seront déterminées dans les conditions particulières de la Convention de crédit.

15. RÉMUNÉRATION, FRAIS ET COMMISSIONS DE LA BANQUE

15.1. Les services de la Banque sont rétribués conformément aux tarifs qu'elle établit.



15.2. La Banque se réserve le droit de les modifier en tout temps, de même que les échéances auxquelles les prélèvements sont effectués sur le compte du Client. La Banque en informera le Client par tout moyen qu'elle jugera approprié.

15.3. Le Client autorise la Banque à débiter son/ ses compte(s) des honoraires, commissions et des frais convenus ou usuels.

15.4. La Banque est autorisée à débiter du compte du Client les débours, frais, commissions, intérêts, taxes, impôts et autres charges lui incombant ou qui lui auront été facturés au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger par ses correspondants.

15.5. Le Client supporte les frais de correspondance, de télécommunications, de recherches ainsi que tous les autres frais engendrés pour le compte du Client ou occasionnés lors d'une mesure prise par des tiers contre le Client.

15.6. Tous les frais judiciaires et extrajudiciaires que la Banque doit supporter, notamment pour la récupération d'un solde débiteur, l'enregistrement, la mise en place ou la réalisation de sûretés sont à la charge du Client.

15.7. La Banque attire l'attention du Client sur l'existence éventuelle d'autres coûts pour le Client, y compris de taxes, en rapport avec les services fournis par la Banque.

15.8. Les extraits de compte et/ou les avis d'écritures tiennent lieu de factures. Le paiement de ces frais pourra être réclamé au Client même après la clôture du compte.

15.9. Les autres frais mis à charge du Client le sont en fonction des tarifs de la Banque en vigueur et de la nature des opérations.

15.10. Pour des services plus spécifiques, des détails additionnels seront fournis via les Conventions Particulières (telles que définies ci-dessous).

16. INTÉRÊTS

À défaut de convention spéciale contraire, les dispositions suivantes sont applicables:

a) Les comptes ne sont pas productifs d'intérêts créditeurs et ce dans quelque devise que ce soit, sauf convention contraire.

b) Le taux d'intérêt débiteur est appliqué de plein droit, sans mise en demeure, sur les soldes débiteurs, sous réserve des conventions particulières, sans préjudice des frais de clôture d'usage. Ce taux est fixé par la Banque sur base des conditions du marché en augmentant le taux applicable aux emprunteurs de premier ordre d'un supplément majoré d'une marge basée sur les taux du marché. La présente disposition ne peut pas être interprétée comme autorisant de quelque manière que ce soit le Titulaire d'un compte à opérer des dépassements sur ce compte. La Banque se réserve le droit de modifier le taux d'intérêt débiteur pour tenir compte notamment de toute modification législative ou réglementaire ainsi que des usages de la place et des conditions du marché, y compris celles ayant trait au Client et à la politique de la Banque. Elle s'efforcera d'informer le Client des modifications de taux de la manière qu'elle jugera appropriée. Les intérêts débiteurs produits par les comptes seront débités trimestriellement ou à toute autre fréquence au choix de la Banque.

c) Dans le calcul des intérêts tant créditeurs que débiteurs, la Banque prend en compte des dates de valeur pouvant être différentes selon qu'il s'agit de versements ou de prélèvements.

17. COMPUTATIONS DES DÉLAIS

Les périodes et délais sont en principe calculés en jours calendaires, sauf stipulation contraire. Les périodes et délais calculés en mois, trimestres, semestres ou années se calculent de tantième à veille de tantième. Toutefois, les intérêts annuels, le



cas échéant, sont calculés sur base du nombre réel de jours divisé par 360 (ou 365 selon les usances).

Lorsque des périodes et délais expirent un jour férié, leur échéance est remise au premier jour ouvrable qui suit. Sont qualifiés de jours ouvrables les jours d'ouverture des banques au Luxembourg, et de jours fériés les jours de fermeture des banques au Luxembourg tels qu'ils sont fixés par l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg («l'ABBL»). Dans toutes les relations avec la Banque, le samedi est assimilé à un jour férié.

18. EXÉCUTION DES INSTRUCTIONS

18.1. Le Client reconnaît que les instructions transmises à la Banque ne sont pas exécutées en continu (24 heures sur 24), mais uniquement les jours ouvrables, durant les heures d'ouverture de la Banque, si bien qu'un délai peut exister entre la réception de ces instructions et leur exécution.

18.2. Elle se réserve le droit de refuser d'exécuter des ordres transmis par voie électronique si elle estime qu'ils ne correspondent pas à ses exigences de sécurité.

18.3. La Banque se réserve le droit, à tout moment, de ne pas exécuter une instruction du Client si elle estime que son exécution est susceptible de violer une disposition légale ou réglementaire, en particulier en matière de prévention du blanchiment de capitaux, de lutte contre le financement du terrorisme ou de Sanctions (tel que ce terme est défini à l'article 38.3 ci-dessous).

18.4. En cas de contestation par le Client de la réalité ou du contenu des ordres donnés, et sous réserve de l'article 10 (Réclamations du Client) des Conditions Générales et des règles particulières applicables aux services de paiement tels que décrits ci-après à la Partie II des Conditions Générales relatives aux services de paiement, la preuve que l'exécution par la Banque ne correspond pas aux ordres donnés incombera au Client, qui devra rapporter cette preuve selon les règles applicables en droit luxembourgeois.

18.5. Sous la responsabilité de l'opposant, la Banque peut, sans y être obligée, tenir compte des oppositions extrajudiciaires faites entre ses mains sur les avoirs de son Client et ne pas exécuter les instructions du Client.

18.6. Lorsque le Client donne des instructions à la Banque confirmant ou modifiant un ordre sans mentionner qu'il s'agit d'une confirmation ou d'une modification, la Banque est en droit de considérer cette instruction comme un nouvel ordre s'ajoutant au premier.

18.7. Le Client s'engage à informer préalablement la Banque de toute opération qu'il envisage d'initier dont il ne serait pas le bénéficiaire effectif. Dans un tel cas, le Client s'engage à fournir à la Banque tout document sur l'identité du bénéficiaire effectif de l'opération ou tout justificatif de l'opération demandé par la Banque.

18.8. Les ordres transmis à la Banque doivent faire apparaître de façon claire l'objet et les modalités de l'opération à effectuer.

La Banque se réserve le droit de ne pas exécuter les ordres ou instructions s'ils sont imprécis ou incomplets ou, lorsqu'elle doute des connaissances du Client quant aux instruments spécifiques visés ou de suspendre les ordres ou instructions aussi longtemps que le Client n'aura pas consulté certains documents explicatifs ou rencontré un représentant de la Banque pour plus de détails.

18.9. Le Client est tenu d'avertir la Banque par écrit dans chaque cas particulier où des paiements sont liés au respect d'un délai et que des retards dans l'exécution peuvent causer un dommage. Ces instructions de paiement doivent cependant toujours être données suffisamment à l'avance et sont soumises aux conditions habituelles d'exécution. Lorsque la Banque n'arrive pas à exécuter ces instructions dans le délai convenu, sa responsabilité envers le Client est limitée à la perte d'intérêts liée au retard. Ces intérêts sont calculés au taux de marché de la devise en question. A défaut d'un



tel avertissement préalable, la Banque ne répond que de sa faute grave.

18.10. Les transactions peuvent uniquement être effectuées à partir d'un compte ouvert par le Client auprès de la Banque et qui présente, sauf accord contraire de la Banque, une couverture suffisante, soit en espèces soit en valeurs mobilières.

19. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

La Banque collecte, traite et conserve les Données Personnelles (telles que définies ci-dessous) du Client (le Client lui-même ou, si le Client est une personne morale, les investisseurs, actionnaires, bénéficiaires économiques (ultimes), dirigeants, représentants légaux, mandataires, salariés et toute autre personne physique liée au Client (ensemble les «Personnes Concernées»), sur un système informatique ou par tout autre moyen, en conformité avec toute législation et réglementation relative à la protection des données à caractère personnel applicable à Luxembourg et en particulier la loi du 1er août 2018 organisant la Commission nationale pour la protection des données et le régime général de protection des données et le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 («RGPD») (ensemble la «Loi Protection des Données»). A cet égard, la Banque agit en tant que responsable du traitement. Le Client reconnaît que la Banque a remis au Client la Déclaration relative à la protection des données qui fait partie intégrante des Conditions Générales. Le Client est informé que la Déclaration relative à la protection des données est également disponible sur le site de Mirabaud accessible par le lien https://www.mirabaud-am.com/fileadmin/mount_group/Publications/Legal/general/MIR_Polaris_Declaration_PDD_FR.pdf.

Le Client peut contacter le délégué à la protection des données aux coordonnées suivantes: Mirabaud & Cie (Europe) S.A., 6B, rue du Fort Niedergruenewald L-2226 Luxembourg et par e-mail à l'adresse suivante: wm.eu.dataprivacy@mira-baud.com.

19.1. Fondements légitimes et finalités

La Banque traite (y compris mais sans limitation collecte, utilise, conserve, transfère) les Données Personnelles (telles que définies au paragraphe suivant) pour les motifs décrits dans la Déclaration relative à la protection des données et en particulier:

- i. pour l'exécution des contrats conclus entre le Client et la Banque et la fourniture des services souscrits par le Client auprès de la Banque; et/ou
- ii. pour l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande du Client avant la conclusion du contrat avec la Banque; et/ou
- iii. pour le respect des obligations légales et réglementaires auxquelles la Banque est soumise (y compris mais sans limitation les obligations découlant de la loi du 18 décembre 2015 concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale telle que modifiée, de la loi du 24 juillet 2015 relative à la réglementation FATCA, telle que modifiée, de la Réglementation MiFID, de la loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts, la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontaliers devant faire l'objet d'une déclaration et de la loi du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts); et/ou
- iv. pour l'exécution d'une mission d'intérêt public, à savoir l'exécution de mesures de contrôle concernant le Client conformément à la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme, telle que modifiée; et/ou



-
- v. pour la satisfaction des intérêts légitimes de la Banque tels que la protection et la sécurité des biens de la Banque, la recherche de l'efficacité maximum (y compris l'efficacité administrative, organisationnelle et informatique) dans l'organisation interne de la Banque et du groupe auquel la Banque appartient (le «Groupe Mirabaud»), le soutien pour une gestion efficace et efficace du Groupe Mirabaud et l'exécution des contrats dans l'intérêt des investisseurs, actionnaires et bénéficiaires économiques (ultimes); et/ou
- vi. dans la mesure nécessaire, sur le fondement du consentement du Client.

La Banque traite (y compris, mais sans limitation, collecte, utilise, conserve, transfère) les Données Personnelles pour les finalités décrites dans la Déclaration relative à la protection des données et en particulier pour les finalités suivantes:

- i. fournir les services demandés par le Client et effectuer les tâches en relation avec et pour les besoins de ces services: évaluer (notamment la capacité de crédit) et accepter le Client, gérer la relation avec le Client, exécuter toute transaction, les ordres de paiement du Client, gérer et administrer les comptes, les prêts, les Services d'Investissement et les produits et services liés, ouvrir un compte ségrégué auprès d'un dépositaire ou d'un courtier, conclure et exécuter les contrats avec le Client, exécuter les Conventions Particulières;
- ii. effectuer du marketing direct et de la prospection à l'égard du Client concernant les produits et services offerts par la Banque;
- iii. accomplir les obligations de diligence et de déclaration à la charge de la Banque, se conformer à la demande ou à l'exigence d'une autorité fiscale ou autorité réglementaire ou gouvernementale compétente, empêcher les abus et les fraudes, apporter la preuve de transactions commerciales et de communications commerciales, contrôler les transactions, respecter de manière générale toutes les obligations légales et réglementaires;
- iv. mener des évaluations de risques exigées par les dispositions législatives applicables en collectant et archivant les documents justificatifs requis concernant l'identité du Client et son activité commerciale; mener des contrôles de gestion de risques et une supervision globale de l'exposition au risque en temps réel;
- v. sécuriser les canaux de communications et permettre au Client d'utiliser un système informatique de pointe pour ses opérations bancaires;
- vi. effectuer des analyses et notamment des analyses statistiques concernant les Données Personnelles;
- vii. gérer les risques, litiges, recouvrements de créances, plaintes et procès.
- (ensemble les «Finalités»).

19.2. Catégories de Données Personnelles

Les données qui sont susceptibles d'être traitées par la Banque et transférées aux Destinataires Données Personnelles (tels que définis ci-dessous) comprennent les éléments décrits dans la Déclaration relative à la protection des données et en particulier les éléments suivants en rapport avec le Client et les Personnes Concernées :

- i. le nom, le prénom, la date de naissance, l'adresse, les coordonnées, la nationalité, l'activité commerciale principale, les photographies, l'état civil, le statut familial, la profession, les antécédents professionnels, les activités de loisirs, les informations relatives à la vie publique, la situation financière, les informations relatives aux



crédits, les informations relatives au compte (y compris mais sans limitation le solde et les performances du compte, l'historique des opérations, l'exécution des ordres, les conseils en investissement et la documentation connexe), tout type de communication tel que les lettres et e-mails, le numéro d'identification fiscale, la résidence fiscale et toute autre information fiscale liée, le numéro d'identification national, les données d'authentification, le numéro d'identification MiFID, les objectifs financiers, les connaissances et l'expérience en services financiers d'investissements, les objectifs d'investissement et la tolérance au risque, les préférences en matière de durabilité, les produits relatifs au crédit et tout produit ou service fourni par la Banque et toute autre information fournie par le Client ou les Personnes Concernées ;

- ii. les transactions exécutées sur le compte du Client auprès de la Banque ou les transactions envisagées, les contrats conclus avec la Banque et toute autre information concernant la relation bancaire du Client avec la Banque ;
- iii. toute information concernant le Client ou les Personnes Concernées résultant des contrôles KYC/AML effectués par la Banque en vertu de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme, telle que modifiée ;
- iv. toute information relative à l'utilisation des services de la Banque, y compris les informations relatives au navigateur ou à l'appareil que le Client utilise pour accéder au site Internet et/ou aux applications de la Banque ;
- v. les enregistrements des conversations téléphoniques et des communications électroniques et les images issues de la

vidéosurveillance mise en place aux points d'entrée des bureaux de la Banque ;

- vi. toute information concernant le Client ou les Personnes Concernées qui est susceptible d'identifier, directement ou indirectement le Client ou les Personnes Concernées.

(ensemble les «Données Personnelles»).

19.3. Les Destinataires Données Personnelles

Les Données Personnelles sont ou pourront être transférées aux destinataires décrits dans la Déclaration relative à la protection des données et aux destinataires suivants (les «Destinataires Données Personnelles») par la Banque et ses dirigeants, administrateurs, salariés et agents (les «Personnes Autorisées») dès lors que la Banque ou les Personnes Autorisées estiment que cette communication ou ce transfert de Données Personnelles est nécessaire ou souhaitable pour répondre aux Finalités:

- i. des entités du Groupe Mirabaud (y compris la Succursale pertinente de la Banque, pour autant que le Client soit également client de cette Succursale) ;
- ii. des avocats, notaires, huissiers, auditeurs et conseils externes mandatés par la Banque ;
- iii. des prestataires de services (dont les entités du Groupe Mirabaud) qui fournissent des services pour le compte de la Banque comme prestataire de paiement, de services bancaires, de gestion de patrimoine et d'infrastructures de communication, les fournisseurs de stockage tiers, les dépositaires centraux, les prestataires informatiques tiers, les plateformes de distribution, les prestataires de gestion des alertes (dont la consignation des événements) en lien avec certaines activités sur les systèmes d'information de la Banque, le développement et/ou la mise à disposition d'une plateforme



commerciale principale et les services de messagerie tiers ;

- iv. d'autres participants à des transactions, contreparties, fournisseurs ;
- v. des entités publiques, gouvernementales, administratives, des autorités judiciaires ou places ou marchés boursiers à Luxembourg (tels que l'Administration des Contributions Directes, de la Commission de Surveillance du Secteur Financier ou la Commission Nationale pour la Protection des Données) ou à l'étranger (tels que par exemple la Banque Centrale Européenne ou la Commodity Futures Trading Commission (CFTC)), d'une agence fédérale indépendante américaine chargée de la régulation des bourses de commerce, où se traitent les matières premières. La Banque informe notamment le Client qu'en application des accords internationaux auxquels le Luxembourg est partie et sous les conditions qui y sont prévues, les informations concernant le Client et le bénéficiaire effectif sont susceptibles d'être transmises aux autorités étrangères, notamment fiscales.

Dans certaines circonstances (par exemple, si cela est nécessaire pour exécuter un ordre ou une instruction d'un Client, si cela est prévu par la loi et/ou si le Client a donné son consentement), la Banque peut être amenée à devoir transférer des Données Personnelles à des tiers situés en-dehors de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen. La Banque peut ainsi être amenée à transférer des Données Personnelles vers des pays qui offrent un niveau de protection suffisant comme par exemple la Suisse sur la base d'une décision d'adéquation de la Commission Européenne.

Pour les transferts de Données Personnelles vers un pays qui n'offrirait pas un niveau de protection suffisant selon l'autorité compétente, tel que

décrit dans la Déclaration relative à la protection des données, la Banque se basera sur une dérogation applicable au cas particulier (par exemple si le transfert de Données Personnelles est nécessaire à l'exécution de l'ordre ou de l'instruction du Client, tel qu'un paiement international) ou mettra en place des protections appropriées (contractuelles, organisationnelles et/ou techniques) pour garantir la protection des Données Personnelles (telles que par exemple des clauses contractuelles types de l'Union Européenne ou des règles d'entreprise contraignantes approuvées par les autorités compétentes).

19.4. Communication par le Client de Données Personnelles concernant les autres Personnes Concernées.

Le Client confirme et garantit à la Banque que:

- i. toute Personne Concernée liée au Client et dont les Données Personnelles sont susceptibles d'être traitées par la Banque a été informée du contenu du présent article et en particulier des modalités et des Finalités du traitement de Données Personnelles par la Banque et du transfert des Données Personnelles aux Destinataires Données Personnelles ;
- ii. le Client a obtenu à ce sujet le consentement écrit préalable des Personnes Concernées dont les Données Personnelles sont susceptibles d'être traitées par la Banque dans la mesure où ce consentement est nécessaire ;
- iii. le Client informera toute nouvelle Personne Concernée dont les Données Personnelles sont susceptibles d'être traitées par la Banque du contenu du présent article et demandera, dans la mesure où cela est nécessaire, le consentement écrit préalable de toute nouvelle Personne Concernée au



sujet du traitement et du transfert de leurs Données Personnelles par la Banque.

Le Client s'engage de manière inconditionnelle et irrévocable à indemniser la Banque et à la tenir indemne de toutes responsabilités résultant et/ou découlant de toute réclamation envers la Banque pour manquement pour quelque raison que ce soit aux obligations mentionnées ci-dessus d'information et d'obtention du consentement préalable de toute Personne Concernée dont les Données Personnelles sont susceptibles d'être traitées par la Banque.

19.5. Droits du Client et des Personnes Concernées

Sous réserve des conditions prévues par la Loi Protection des Données, le Client et toute Personne Concernée ont: (i) un droit d'accès à leurs Données Personnelles traitées par la Banque et peuvent demander à ce qu'elles soient rectifiées si ces Données Personnelles sont inexactes ou incomplètes, (ii) le droit de demander à la Banque d'effacer leurs Données Personnelles ou de limiter leur traitement ou de s'opposer au traitement de leurs Données Personnelles par la Banque, en particulier à des fins de prospection, ou (iii) le droit de demander la portabilité de leurs Données Personnelles dans les limites et sous les conditions prévues par le RGPD et (iv) le droit de révoquer le consentement à tout moment, étant entendu que cette révocation peut empêcher la poursuite de la relation entre le Client et la Banque. La Banque peut être contactée par le Client ou toute Personne Concernée au sujet de l'exercice de ces droits à l'adresse figurant à l'article 19 ci-dessus ou à l'adresse e-mail suivante wm.eu.dataprivacy@mirabaud.com.

Le Client et les Personnes Concernées ont aussi le droit de faire une réclamation auprès de l'autorité nationale de protection des données appropriée (la Commission Nationale pour la Protection des Données au Luxembourg) en complétant le

formulaire disponible sur le site Internet de la CNPD à l'adresse suivante: <https://cnpd.public.lu/en/particuliers/faire-valoir/formulaire-plainte.html> ou auprès de l'autorité de surveillance de l'État membre dans lequel se trouve la résidence habituelle ou le lieu de travail du Client ou de la Personne Concernée.

Le Client et de manière générale toute Personne Concernée peut à sa discrétion refuser de communiquer certaines Données Personnelles à la Banque, empêchant ainsi la Banque d'utiliser ces Données Personnelles. Cependant, un tel refus peut empêcher le début ou la poursuite de la relation entre la Banque et le Client. La Banque informera le Client dans l'hypothèse où la communication de Données Personnelles deviendrait obligatoire dans certaines circonstances.

De même, dans la mesure où la Banque serait légalement tenue d'obtenir le consentement du Client concernant certains types de traitement, le Client sera invité à compléter et signer une déclaration de consentement. Dans l'hypothèse où le Client refuserait de signer la déclaration de consentement – lorsque le consentement est requis – ou de communiquer certaines Données Personnelles ou donnerait l'instruction à la Banque de limiter ou d'arrêter un traitement de Données Personnelles ou d'effacer des Données Personnelles, ce qui rendrait difficile, selon l'appréciation de la Banque, de poursuivre la relation bancaire, le Client, sans respect d'un préavis, ou la Banque, sous réserve de respecter le préavis prévu à l'article 27 (Résiliation des relations d'affaires), pourrait (sans y être obligé) mettre fin à la relation bancaire.

19.6. Durée de conservation

L'ensemble des Données Personnelles concernant le Client et les Personnes Concernées ne seront pas conservées plus longtemps que la période nécessaire pour répondre aux Finalités, sans préjudice des durées légales de prescription et sous réserve des situations dans lesquelles les lois applicables



requièrent que les Données Personnelles soient conservées pour une certaine période après la fin de la relation bancaire. En conséquence, le Client est informé que ses Données Personnelles et celles des Personnes Concernées sont susceptibles d'être traitées par la Banque ou les Destinataires Données Personnelles après la fin de la relation bancaire entre le Client et la Banque, pour des finalités spécifiques, telles que le respect d'obligations légales ou la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ou à des fins historiques ou statistiques, ce que le Client accepte.

19.7. Informations additionnelles

Les Données Personnelles incluses dans des virements transfrontaliers font l'objet de traitements par la Banque et d'autres intermédiaires spécialisés et notamment SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication). Ces traitements peuvent être effectués dans des centres établis dans d'autres Etats de l'Union Européenne, en Suisse et aux Etats-Unis en conformité avec la réglementation locale. Ceci a entre autres pour conséquence que les autorités des Etats-Unis peuvent demander accès aux Données Personnelles qui sont détenues par ces centres dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. En outre, le Client est informé et reconnaît que lorsqu'il donne instruction à la Banque d'effectuer un virement, (i) le transfert de ses Données Personnelles au centre de traitement de ce virement est nécessaire à l'exécution de l'ordre de virement donné par le Client à la Banque quel que soit le pays dans lequel est situé le centre de virement et (ii) en tout état de cause, le Client consent expressément à ce que tous les éléments d'information et notamment ses Données Personnelles, nécessaires pour l'exécution correcte du virement, puissent être communiqués au centre de traitement de ce virement (situé au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, notamment en Suisse) et puissent faire l'objet d'un traitement en dehors du Luxembourg.

Si le Client refuse de communiquer certaines Données Personnelles à la Banque, empêchant ainsi la Banque d'utiliser ces Données Personnelles nécessaires pour exécuter le virement, la Banque

peut valablement refuser d'exécuter le virement et ne peut pas être tenue responsable des conséquences d'un tel refus.

Le Client a également pris acte du fait que la Banque peut être tenue, en vertu de la législation en vigueur aux Etats-Unis et d'autres législations locales et lorsque le Client est US Person ou qu'une transaction est liée à un titre américain ou à une opération à terme qui est traitée aux États-Unis ou à Singapour, de communiquer, selon le cas, notamment à la demande de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), de la Securities & Exchange Commission (SEC), de l'Internal Revenue Service (IRS), de ICE Futures Singapore ou d'autres marchés boursiers, certaines des Données Personnelles du Client, en particulier son nom, ses revenus, sa souscription aux produits de la Banque ou l'état de ses avoirs, notamment pour déclarer des positions sur dérivés (futures et options) supérieures à certains seuils déterminés par la réglementation applicable. En tout état de cause, le Client consent expressément à ce que tous les éléments d'information et notamment ses Données Personnelles, nécessaires pour l'exécution correcte d'un ordre relatif à des produits dérivés puissent être communiqués par la Banque à la CFTC et aux autres marchés boursiers décrits ci-dessus, et puissent ainsi faire l'objet d'un traitement en dehors du Luxembourg.

Si le Client refuse de communiquer certaines Données Personnelles à la Banque, empêchant ainsi la Banque d'utiliser ces Données Personnelles nécessaires pour exécuter l'ordre donné par le Client, la Banque peut valablement refuser d'exécuter l'ordre et ne peut pas être tenue responsable des conséquences d'un tel refus.

Le Client est informé que les points d'entrée des bureaux de la Banque sont équipés d'une surveillance par caméras dans le but de sécuriser et de protéger les biens de la Banque. La Banque n'utilisera pas la surveillance par caméras d'une manière incompatible avec la finalité précitée et s'engage à conserver les images collectées en conformité avec la finalité décrite.



20. SECRET BANCAIRE

20.1. Les Personnes Autorisées sont tenues conformément à la loi luxembourgeoise de garder secrètes les informations qui leur sont confiées dans le cadre de leur activité professionnelle. L'obligation de garder le secret n'existe pas lorsque la divulgation d'informations est autorisée ou imposée par ou en vertu de toute disposition législative.

Afin de garantir cette confidentialité, la Banque se réserve le droit de retenir toute information qu'elle est invitée à divulguer à moins que l'auteur de la demande ou le bénéficiaire de l'information ne soit en mesure de prouver à la Banque qu'il a le droit de recevoir une telle information. La Banque n'encourt aucune responsabilité en exerçant son droit de retenir des informations si la preuve du droit de recevoir ces informations n'est pas apportée ou est jugée insuffisante.

20.2. Sauf exceptions prévues par les présentes Conditions Générales, les informations relatives à la clientèle et à ses opérations bancaires ne seront pas transmises à des entités tierces, sauf autorisation expresse du Client, obligation ou autorisation légale, réglementaire ou sur ordre d'une juridiction agissant dans le cadre de ses compétences. A ce titre et conformément aux obligations légales et réglementaires propres à l'échange automatique d'informations avec les pays y ayant adhéré, la Banque est notamment susceptible de communiquer des informations relatives à la clientèle en rapport avec des dispositifs transfrontaliers à caractère potentiellement agressif aux autorités fiscales luxembourgeoises conformément à la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontaliers devant faire l'objet d'une déclaration.

20.3. Le Client reconnaît et accepte que, lorsqu'elle exécute des ordres de, ou pour le compte du Client en dehors du Luxembourg, la Banque peut, conformément aux lois applicables, être tenue de divulguer l'identité du Client à l'institution bancaire du destinataire. La Banque décline toute responsabilité quant à l'utilisation des informations transmises par l'institution bancaire du

destinataire. En outre, le Client reconnaît qu'au cours de transferts de fonds et du traitement de transactions sur titres par le système SWIFT, des informations seront échangées entre les institutions bancaires concernées afin d'assurer le traitement adéquat des transactions du Client. La protection des données sera assurée par les normes de protection des données auxquelles adhère SWIFT. Cependant, les données sont stockées par SWIFT à l'étranger et ne sont donc plus protégées par la loi luxembourgeoise mais sont soumises au système juridique étranger compétent. Les lois et règlements étrangers peuvent exiger que des informations comprises dans cette base de données soient transmises aux autorités ou à d'autres tiers.

20.4. Le Client reconnaît que, dans certains pays (y compris au Luxembourg), les lois, règlements et usages applicables aux investissements réalisés dans ces pays puissent obliger la Banque à divulguer à la bourse concernée, à la chambre de compensation, à l'intermédiaire de bourse, à l'émetteur, à l'autorité de surveillance ou à toute autre autorité compétente toute information relative à ces investissements, notamment l'identité du Client et/ou l'identité de toute autre personne ayant un intérêt économique dans l'investissement concerné.

En outre, les réglementations locales peuvent imposer à la Banque, en sus de la divulgation des données confidentielles, l'ouverture d'un compte ségrégué auprès d'un dépositaire ou d'un courtier. Le Client s'engage à remettre ou à signer toute la documentation requise ou à renoncer à son investissement si cela est possible.

Le Client prend note que ces démarches peuvent retarder l'exécution d'un ordre d'investissement.

Le Client autorise expressément la Banque à fournir ces informations sur demande et reconnaît que la Banque n'est liée par aucune obligation de secret dans ce contexte.

20.5. Le Client reconnaît également et accepte que, afin que la Banque (i) offre à ses clients des services de qualité irréprochable dans le monde



entier, (ii) rationalise l'octroi de ses services, en assurant le niveau le plus élevé d'efficacité et/ou (iii) respecte toutes ses obligations légales et réglementaires, la Banque (y compris lorsqu'elle agit par une Succursale) pourra utiliser des infrastructures basées sur des technologies de Cloud et que la Banque (y compris lorsqu'elle agit par une Succursale) pourra recourir, provisoirement ou durablement, à des entités spécialisées du Groupe Mirabaud (y compris en Suisse et hors de l'Union Européenne) (les «Prestataires de Services Mirabaud») et/ou à des prestataires de services tiers (y compris en Suisse et hors de l'Union Européenne) qui fourniront à la Banque, chaque fois qu'elle l'estimera utile ou nécessaire selon sa libre appréciation, certaines tâches, activités, fonctions et/ou prestations de services inhérentes à son activité (les «Services Externalisés»).

En vue de poursuivre les mêmes objectifs décrits au paragraphe précédent sous (i) à (iii), lors de la fourniture de ses services, la Banque pourra également se faire assister par les services d'une Succursale lorsque le Client est également client de cette Succursale.

Dans ces cas, le Client comprend et accepte que la Banque puisse, le cas échéant, dévoiler et transmettre certaines données (les «Données») aux Destinataires (tels que définis ci-dessous), y compris et, selon le cas, en leur qualité de sous-traitants ou de service de support (dans le cas d'une Succursale de la Banque) des Destinataires, afin de permettre à ceux-ci d'exécuter leurs services conformément aux meilleures normes professionnelles applicables.

Ces Données ne seront transmises qu'en application du principe que seules les données nécessaires à l'exécution des Services Externalisés par les Destinataires seront transmises. Les Destinataires qui ont été engagés par la Banque seront tenus de respecter les mêmes normes strictes de sécurité informatique et seront soumis par la loi à une obligation de secret professionnel ou seront contractuellement liés par la Banque au respect de règles strictes en matière de confidentialité.

20.6. Ces Données pourront être transmises aux destinataires suivants (les «Destinataires»):

- les Prestataires de Services Mirabaud;
- les prestataires de services tiers qui fournissent des services (y compris des services informatiques) directement à la Banque ou indirectement à la Banque via les Prestataires de Services Mirabaud;
- la Succursale concernée de la Banque, pour autant que le Client soit également client de cette Succursale.

L'«Avis d'information établi conformément à l'article 20.6 des Conditions Générales» en annexe décrit le lieu d'activité des Destinataires (les «Pays d'externalisation»), qui sont les sous-traitants, le type de Données qui seront transmises dans ce contexte et les Services Externalisés. L'«Avis d'information établi conformément à l'article 20.6 des Conditions Générale» est également disponible sur le site Internet de la Banque à l'adresse suivante: www.mirabaud.com

Le Client reconnaît et accepte que l'avis susmentionné peut être mis à jour à intervalles réguliers.

Le Client sera informé de toute mise à jour de l'avis susmentionné conformément aux dispositions de l'article 24 des présentes Conditions Générales.

Le Client s'engage également explicitement à le consulter régulièrement sur le site Internet de la Banque et accepte de recevoir toute mise à jour par le biais de ce support.

20.7. Compte tenu de ce qui précède, le Client autorise expressément la Banque et les Personnes Autorisées à divulguer les Données dans le contexte des Services Externalisés réalisés par les Destinataires (y compris, pour éviter toute ambiguïté, sur une base de sous-traitance) sans en avoir avisé le Client au préalable, dans la mesure où elles jugent cette divulgation ou transmission



nécessaire ou souhaitable pour la fourniture des Services Externalisés.

20.8. Après la fin de la relation bancaire entre le Client et la Banque, les Données tombant dans le champ d'application de ou ayant été transférées en vertu de cette autorisation avant cette résiliation, resteront soumises à cette autorisation.

20.9. Le Client garantit que la Banque peut valablement présumer que le Client et tout bénéficiaire effectif, dirigeant et/ou représentant autorisé du Client ont été informés et ont accepté le transfert des Données aux Destinataires et se conformeront à toutes les dispositions de cette autorisation. Le Client s'engage inconditionnellement et irrévocablement à tenir la Banque indemne de toute responsabilité qui résulterait pour la Banque du non-respect par le Client, pour quelque raison que ce soit, de son obligation d'informer et d'obtenir le consentement de ses bénéficiaires effectifs, dirigeants et/ou représentants autorisés.

21. CONFORMITÉ ET RESPONSABILITÉ DU CLIENT EN MATIÈRE FISCALE

21.1. Le Client est responsable du respect des dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables. Cela inclut en particulier le respect de ses obligations fiscales dans son pays de résidence ou dans les pays impliqués par ses opérations ou investissements (le Client peut notamment être soumis à une obligation de déclaration fiscale spécifique relative à tout compte détenu à l'étranger). Le Client est également responsable du respect de ces dispositions par l'ayant droit économique.

21.2. La Banque peut être amenée à effectuer des retenues conformément à la législation fiscale applicable notamment des retenues à la source sur des intérêts courus ou échus ou des dividendes ou lors de la cession de titres ou actifs.

21.3. La Banque n'assume aucune responsabilité si le Client ne respecte pas les dispositions ci-dessus. La Banque effectue les contrôles nécessaires

qui lui sont imposés par des accords internationaux et/ou des dispositions légales et réglementaires, et se réserve notamment le droit de demander une déclaration de conformité fiscale ou tout autre justificatif au Client.

21.4. En vertu de la Norme Commune de Déclaration («NCD»), la Banque est tenue de vérifier le pays de résidence fiscale du Client. La Banque est tenue de fournir aux autorités compétentes des informations sur les comptes et les revenus des contribuables dont la résidence fiscale se situe dans un pays participant autre que le Luxembourg. Le Client reconnaît par la présente être informé que la Banque a l'obligation réglementaire de divulguer les données d'identification du Client (nom, prénom, adresse, numéro du compte concerné, etc.), les revenus bruts (dividendes et intérêts) perçus au cours de l'année, ainsi que les soldes des comptes à la fin de l'année. Le Client s'engage à fournir les informations manquantes à la Banque, sur demande de celle-ci. Le Client doit remplir un formulaire d'auto-certification NCD au début de la relation entre la Banque et le Client.

22. RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE DE LA BANQUE

22.1. La Banque, sauf exceptions prévues par les présentes Conditions Générales ou par les conditions ou conventions particulières, ne sera responsable envers le Client que dans le cas de faute intentionnelle et/ou de faute grave commise dans l'exercice de ses activités professionnelles, par elle ou par ses préposés (administrateurs et collaborateurs). Sauf dispositions légales contraires, elle ne sera pas responsable envers le Client pour ses fautes simples ou erreurs éventuelles dans l'exécution (y compris l'inexécution ou l'exécution incorrecte, incomplète ou tardive) de ses obligations contractuelles et/ou extracontractuelles envers le Client.

22.2. Si la responsabilité de la Banque est engagée, la Banque ne répond que de la perte d'intérêts à moins que son attention n'ait été attirée par écrit sur les risques d'un dommage plus étendu pour une opération donnée. Toutefois, la



responsabilité éventuelle de la Banque à l'égard du Client ne donnera en aucun cas lieu à une indemnité quelconque pour le dommage indirect ou accessoire, de nature financière, commerciale ou d'une autre nature, causé par une faute ou par une erreur de la Banque ou de ses préposés (par exemple une perte de bénéfice ou de clientèle, une augmentation des coûts, une perturbation du planning, etc.), et ce même si la Banque avait été prévenue de l'éventualité d'un tel dommage.

22.3. Tout cas de force majeure ou toute mesure prise par les autorités luxembourgeoises ou étrangères affectant directement ou indirectement l'exécution par la Banque de ses obligations, a pour effet de suspendre et, le cas échéant, de supprimer l'obligation d'exécution pesant sur la Banque, sans que celle-ci ne soit responsable du retard, de l'inexécution ou de la mauvaise exécution.

23. RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE RENSEIGNEMENTS ET DE CONSEILS

23.1. Les renseignements, opinions et/ou conseils commerciaux, financiers, techniques, ou autres, seront donnés par la Banque sur la base d'une analyse objective des données en sa possession et notamment des informations que le Client lui a fournies quant à sa situation personnelle, ses objectifs, ses besoins et ses contraintes. Sous réserve de l'application de dispositions légales et réglementaires contraires, ils sont fournis au Client sans garantie ni responsabilité de la Banque.

23.2. En outre, ils sont exclusivement destinés à l'usage personnel du Client qui s'engage à en préserver la confidentialité. Ils ne constituent qu'un élément d'appréciation pour le Client, qui reste libre et responsable de l'usage qu'il en fait et assume l'ensemble des conséquences et des risques liés à ses décisions, sous réserve de l'application de dispositions légales et réglementaires contraires.

Les renseignements, opinions et/ou conseils donnés ne valent qu'à la date où ils ont été fournis, la Banque ne s'engageant pas à assurer leur mise à jour.

23.3. La Banque recommande au Client de recourir aux conseils d'un expert juridique et/ou fiscal établi dans le pays où se situe sa résidence ou son siège. La Banque ne fournit aucun conseil en matière juridique ou fiscale et n'assume en conséquence aucune responsabilité pour des conseils relatifs notamment à la nature et aux conséquences fiscales des placements ou à l'administration des avoirs du Client par la Banque.

24. MODIFICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

24.1. La Banque se réserve le droit de modifier les présentes Conditions Générales et les autres documents mentionnés dans le préambule des présentes et faisant partie du dossier du Client en tout temps pour tenir compte notamment des modifications législatives ou réglementaires, ainsi que des usages de la place, de la situation du marché et de la politique de la Banque.

24.2. Ces modifications sont communiquées au Client par tout moyen approprié tel que décrit à l'article 6 (Communications et correspondance) des Conditions Générales.

24.3. Faute de contestation par écrit du Client et parvenue à la Banque dans le délai d'un mois suivant cette communication, et sans préjudice de l'article 46 (Modification des conditions générales relatives aux services de paiement), elles sont considérées comme approuvées par le Client et remplacent alors toutes les versions antérieures.

24.4. En cas d'opposition du Client à ces modifications, les parties seront en droit de mettre fin par écrit à leurs relations d'affaires ou au produit ou service impacté par les modifications. Cette



résiliation s'effectue, sauf disposition contraire, sans frais et avec effet immédiat.

25. CESSIBILITÉ

La Banque est seule autorisée à céder tout ou partie de ses droits et obligations nés des relations entre la Banque et le Client, y compris dans le cadre d'une restructuration (par apport, transfert, fusion, scission, changement de contrôle ou autrement), sans modification des conditions substantielles régissant ses relations avec le Client ni disparition des sûretés qui s'y rapportent et qui sont expressément réservées.

26. ARCHIVAGE ET PREUVE

26.1. Indépendamment de la nature ou du montant de l'acte juridique à prouver, la Banque peut toujours, en matière civile ou commerciale, administrer la preuve au moyen d'une copie ou d'une reproduction du document original (y compris, le cas échéant, une reproduction d'une communication électronique). Sauf preuve contraire apportée par le Client, la copie ou la reproduction a la même force probante que l'original.

26.2. La Banque conserve ses livres, pièces comptables, correspondance et archives sous forme originale ou, suivant sa décision discrétionnaire, sous forme d'enregistrement pendant une durée de dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle un document a été établi ou reçu, à moins que des délais plus courts ne soient prévus par la loi.

26.3. Le Client qui souhaite obtenir une information ou la copie d'un justificatif doit en faire la demande avant l'échéance des dix ans.

La Banque se réserve le droit d'imputer des frais de recherche sur base de conditions tarifaires.

26.4. Les livres et documents, y compris les enregistrements informatiques de la Banque, seront considérés comme probants jusqu'à preuve contraire.

27. RÉSILIATION DES RELATIONS D'AFFAIRES

27.1. Dans le cadre des conventions entre la Banque et le Client pour lesquelles il n'a pas été stipulé de terme, l'une ou l'autre des parties peut mettre fin aux relations réciproques à tout moment, sans indication de motifs, moyennant un préavis de 30 (trente) jours, sans préjudice des obligations du Client envers la Banque à cette date, ni des opérations en cours.

27.2. Le préavis de trente jours ne s'applique pas pour les services de paiement lorsque le Client est un consommateur, auquel cas la Banque est autorisée à mettre fin à tout compte sans justification de motifs moyennant un préavis d'au moins deux mois pour la Banque et d'un mois pour le Client.

27.3. Dans tous les cas, sauf disposition légale contraire, la Banque peut, soit qu'elle constate de manière discrétionnaire que la solvabilité du Client est compromise, que les sûretés obtenues sont insuffisantes ou que les sûretés demandées n'ont pas été obtenues, soit encore qu'elle constate que sa responsabilité peut être engagée par la continuation de ses liens avec son Client ou que les opérations du Client sont peu nombreuses ou paraissent pouvoir être contraires à l'ordre public ou à la politique de la Banque ou que le Client n'a pas rempli une obligation quelconque lui incombant, mettre fin avec effet immédiat, sans mise en demeure préalable, aux relations réciproques.

Dans un tel cas, les créances réciproques deviennent immédiatement exigibles et les dispositions de l'article 12 (Droit de gage et de compensation, interdépendance des opérations et droit de rétention) sont applicables.

27.4. Si la Banque, sur instruction du Client, a assumé des engagements desquels elle ne peut pas se libérer ou si le Client était titulaire d'une carte de crédit ou a mis des chèques et effets en circulation, le Client doit (i) effectuer un dépôt auprès de la Banque dans la monnaie de l'engagement et à hauteur du montant maximum de



l'engagement tel que déterminé discrétionnairement par la Banque ou (ii) accorder par les présentes à la Banque un droit de gage (soit sous une forme d'accord de garantie financière spécifique, soit sous le droit de gage général de la Banque tel que prévu à l'article 12 des présentes Conditions Générales).

Le dépôt, l'accord de garantie financière ou le droit de gage général de la Banque resteront en garantie en faveur de la Banque jusqu'à ce que l'engagement soit entièrement libéré.

27.5. À dater du jour de la fin des relations contractuelles, la Banque est libre de refuser toute opération sur le compte et les sommes figurant au crédit du compte du Client cesseront, le cas échéant, de produire des intérêts.

27.6. La Banque a aussi le droit de convertir les soldes des comptes dans une ou plusieurs devises et de mettre le solde qui en résulte à la disposition du Client par le mode de paiement qu'elle choisit de manière discrétionnaire. Elle peut notamment, sans jamais y être obligée, décider d'émettre un chèque sur elle-même ou un correspondant. Ce chèque pourra, au choix de la Banque, être adressé à la dernière adresse indiquée pour l'envoi du courrier ou à la dernière adresse connue du Client.

Pour des avoirs autres que des sommes d'argent, la Banque sera libérée de toutes ses obligations après avoir envoyé une notification de la manière décrite plus haut informant le Client que les avoirs concernés sont à sa disposition à la Banque ou auprès de l'un de ses correspondants.

27.7. Indépendamment d'une dénonciation générale des relations avec le Client, et sans préjudice des conventions particulières conclues par ailleurs entre le Client et la Banque, la Banque peut à tout moment, pour les mêmes motifs que ceux énumérés plus haut, exiger le remboursement des crédits accordés, mettre fin aux cautionnements et autres garanties fournies en faveur du Client ou annuler des lignes de crédit.

27.8. Le Client doit retirer ses avoirs auprès de la Banque ou donner les instructions appropriées de transfert dans le délai fixé par la Banque dans le courrier de résiliation de la relation de compte, sous réserve du paiement des frais encore dus à la Banque.

Après cette période, la Banque peut à tout moment vendre toutes les valeurs déposées au profit du Client et convertir toutes les créances de sommes d'argent en une seule devise et/ou transférer les fonds et valeurs ou le montant du produit de la vente en résultant à la Caisse de Consignation.

Les pertes éventuelles en résultant seront à la charge du Client.

27.9. Les fonds qui n'ont pas été retirés après le délai de prescription légal reviennent définitivement à la Caisse de Consignation. Pendant ce délai de prescription légal, les fonds seront bloqués sur un compte qui ne porte pas d'intérêts.

27.10. Lorsque la Banque doit procéder de façon anticipée à la liquidation des positions de toute autre transaction à terme ou de toutes valeurs déposées au profit du Client, la Banque fait de son mieux pour que cette liquidation se fasse dans les meilleures conditions, mais le Client ne peut pas tenir la Banque responsable pour le manque à gagner ou la moins value résultant d'un tel dénouement anticipé.

27.11. Les Conditions Générales restent applicables pour le dénouement des opérations en cours jusqu'à la clôture définitive des comptes.

27.12. Après la dénonciation des relations d'affaires et jusqu'à la clôture définitive des comptes, le taux d'intérêt contractuel ainsi que les commissions et frais tels qu'apparaissant dans les «Frais bancaires» et/ou les «Frais bancaires et d'investissement» de la Banque resteront applicables aux opérations et débits en compte du Client. Les conventions particulières contraires établies par écrit entre la Banque et le Client demeurent réservées.



28. AGRÉMENT ET SURVEILLANCE

La Banque est un établissement de crédit de droit luxembourgeois, agréée par le Ministre des Finances du Grand-Duché de Luxembourg et soumise à la surveillance de la CSSF, 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

29. PROTECTION DES DÉPOSANTS ET DES INVESTISSEURS

29.1. La Banque est membre du «Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg» («FGDL»), qui a pour objet principal, sous réserve des conditions, d'assurer l'indemnisation des Clients/déposants jusqu'à concurrence de 100000 EUR en cas d'indisponibilité de leurs dépôts.

29.2. Un dépôt est indisponible lorsqu'il est échu et exigible, mais qu'il n'a pas été payé par l'établissement de crédit dans les conditions légales et contractuelles qui lui sont applicables et lorsque :

1. la CSSF a constaté que, de son point de vue, pour le moment et pour des raisons liées directement à sa situation financière, l'établissement de crédit n'apparaît pas en mesure de restituer le dépôt et que l'établissement n'a pas de perspective rapprochée pour qu'il puisse le faire; ou

2. le tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale a prononcé le sursis de paiement ou la liquidation de l'établissement de crédit, pour des raisons liées directement à la situation financière de l'établissement de crédit.

29.3. Un formulaire reprenant les informations plus détaillées sur la protection des dépôts des Clients, le Formulaire d'information FGDL, est joint aux présentes Conditions Générales et est fourni annuellement au Client conformément à l'article 6 (Communications et correspondance) des présentes Conditions Générales. Les principales

caractéristiques du système de garantie de dépôt FGDL sont disponibles sur le site Internet <https://www.fgdl.lu/en/home/>.

29.4. En outre, la Banque est membre du Système d'indemnisation des investisseurs Luxembourg («SII»), qui couvre les opérations d'investissement jusqu'à concurrence d'un montant d'une contre-valeur de 20000 euros, à l'exception des exclusions prévues par les lois et réglementations en vigueur.

29.5. Aucune créance ne peut faire l'objet d'une double indemnisation en vertu des deux systèmes FGDL et SII.

29.6. Des informations supplémentaires concernant le SII, le montant et l'étendue de la couverture offerte par ledit système, ainsi que sur les conditions d'indemnisation et les formalités à remplir pour être indemnisé seront fournies au Client sur demande.

Une présentation des principales caractéristiques de ce système de protection des investisseurs est également disponible sur le site Internet de la CSSF: <https://www.cssf.lu>.

30. DROIT APPLICABLE ET FOR

30.1. Toutes les relations entre le Client et la Banque et leurs respectifs droits et obligations, y compris non contractuels, relatifs aux services fournis par la Banque au Client sont régis exclusivement par le droit luxembourgeois.

30.2. Le lieu d'exécution, le for exclusif de tous genres de procédure et le for de poursuites, est toujours réputé se trouver au lieu du siège de la Banque, sauf convention contraire entre les parties.

30.3. La Banque se réserve toutefois le droit d'ouvrir action auprès du tribunal du domicile du défendeur.



II. CONDITIONS GENERALES RELATIVES AUX SERVICES DE PAIEMENT

31. PRINCIPES

31.1. Aux fins de la présente Partie II, les termes «compte» ou «Compte de paiement» désignent un compte utilisé pour exécuter des opérations de paiement.

La Banque peut fournir à ses Clients des services et des opérations de paiement telles que des dépôts et retraits d'espèces, des virements bancaires, des ordres permanents et des prélèvements, des opérations de paiement par carte de débit ou de crédit et, grâce aux services d'accès en ligne au compte de paiement sur son site Internet («E-banking»), des services d'information pour les comptes et pour l'initiation de paiements en ligne.

31.2. Les opérations de paiement constituent des actions initiées par le payeur ou le bénéficiaire consistant à verser, transférer ou retirer des fonds, indépendamment de toute obligation sous-jacente entre le payeur et le bénéficiaire.

Au cas où elles visent la fourniture de services de paiement entrant dans le champ d'application de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiements («LSP»), elles constituent des opérations de paiement réglementées.

31.3. Le Client peut demander à la Banque à tout moment ces conditions générales relatives aux services de paiement sous format papier ou sur un autre support durable gratuitement. Ce chapitre contient également les principes qui gouvernent la fourniture de services de paiement en relation avec des opérations de paiement non réglementées.

31.4. Les dispositions des Conditions Générales restent applicables dans la mesure où les dispositions des présentes Conditions Générales relatives aux services de paiement n'y dérogent pas.

31.5. Lorsque le Client n'est pas un consommateur (au sens de la LSP), la Banque se réserve le droit de ne pas appliquer, en tout ou partie, les dispositions de la LSP, dans les cas autorisés par celle-ci.

32. RÉCEPTION DES ORDRES DE PAIEMENT

32.1. Les ordres de paiement réglementés du Client doivent être reçus par la Banque un jour ouvrable avant 15 heures.

Si l'heure de réception est postérieure, la Banque traite les ordres selon le principe de meilleure diligence («best effort»), et s'il n'a pas pu être traité par la Banque, le cas échéant, l'ordre sera considéré comme ayant été reçu par la Banque le jour ouvrable suivant.

32.2. Sauf indication contraire de la Banque, si un ordre de paiement est reçu par la Banque lors d'un jour qui n'est pas un jour ouvrable, l'ordre sera considéré comme ayant été reçu par la Banque le prochain jour ouvrable.

La Banque considère comme jour ouvrable les jours de la semaine du lundi au vendredi à l'exception des jours fériés légaux et bancaires tels que désignés par l'ABBL.

32.3. Le Client peut s'informer de la date d'exécution des ordres, qui peut varier en fonction de la devise considérée. La date d'exécution correspond à la date à laquelle le compte du Client est débité. Le délai d'exécution est le délai nécessaire pour créditer les fonds sur le compte de la banque du bénéficiaire. Il court à compter de la date de réception de l'ordre ou de la date d'exécution indiquée par le Client à condition que celle-ci soit postérieure à la date de réception.

33. CONSENTEMENT

33.1. Une opération de paiement sera réputée autorisée si le Client a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement avant ou après son exécution selon ce qui a été convenu entre le Client et la Banque. Le consentement à



l'exécution de l'opération de paiement peut être donné par l'intermédiaire du bénéficiaire ou du prestataire de services d'initiation de paiement.

33.2. Le formulaire ou la procédure par lesquels le Client peut donner son consentement sont déterminés par la Banque. A défaut d'un tel consentement, l'opération de paiement sera réputée non autorisée.

33.3. La Banque est autorisée à corriger les entrées inexactes sur le compte de paiement du Client. La Banque est autorisée à refuser un paiement lorsque les données sont incomplètes ou erronées ou en vertu d'une obligation légale ou réglementaire. Si une opération de paiement est refusée, la Banque en informe immédiatement le Client par une notification envoyée ou mise à disposition du Client selon les modes de communication convenus avec lui, et ce dans le délai d'exécution applicable en vertu de l'article 36 (Exécution d'ordres de paiement). La Banque est réputée avoir satisfait à cette obligation si elle a envoyé cette notification endéans le prédit délai et ce indépendamment de la date de réception effective de cette notification par le Client. La Banque se réserve le droit d'imputer des frais pour une telle notification sur base de conditions tarifaires.

34. CORRECTION

34.1. Si le Client se rend compte qu'une opération de paiement non autorisée ou mal exécutée a été effectuée sur son compte, il en obtiendra correction seulement s'il en informe la Banque sans tarder et en tout état de cause dans les 30 jours suivant la date de débit, respectivement dans les 13 mois en cas d'opération de paiement réglée. Il incombe au Client non-consommateur, qui nie avoir autorisé une opération de paiement ou affirme que celle-ci n'a pas été exécutée correctement d'en apporter la preuve. Il incombe en revanche à la Banque d'apporter la preuve que l'opération de paiement a bien été autorisée par le Client consommateur en cas de contestation de sa part. En l'absence de consentement du Client, l'opération est réputée non autorisée.

34.2. Le Client supporte toutes les pertes occasionnées par des opérations de paiement non autorisées si ces pertes résultent d'un agissement frauduleux de sa part ou négligence grave ou intentionnelle dans l'accomplissement de ses obligations d'utiliser les instruments de paiement conformément aux conditions qui les régissent et d'informer sans tarder la Banque dès qu'il a connaissance de la perte ou du vol ou de toute utilisation non autorisée de ceux-ci.

Les pertes résultant d'une opération de paiement non autorisée effectuée au moyen d'un instrument de paiement perdu ou volé et dont le Client est responsable n'excéderont pas cinquante euros (50 EUR), à moins qu'il n'ait agi frauduleusement ou fait preuve d'une négligence grave.

34.3. Lorsque la Banque a été informée d'une opération de paiement non autorisée ou mal exécutée conformément à l'article 34.1. ci-dessus et que la Banque en a été tenue responsable selon les termes de l'article 38.1. ci-dessous, la Banque restituera sans tarder au Client le montant de l'opération de paiement non-exécutée ou mal exécutée, et si besoin, rétablira le compte débité dans la situation qui aurait prévalu si la mauvaise opération n'avait pas eu lieu.

35. TAUX DE CHANGE ET D'INTÉRÊTS

35.1. Si une opération de change est effectuée aux fins d'une prestation de service de paiement, la Banque convertira dans la monnaie de tenue du compte de paiement les montants qui doivent être administrés sur ce compte et qui ne sont pas dans cette devise. Cette conversion sera effectuée sur base du taux de change en vigueur à la date d'exécution de l'opération de paiement proposée. Les taux de change variant d'un jour à l'autre, le Client s'engage à s'informer au sujet du taux de change applicable préalablement à toute opération de paiement impliquant une opération de change.



35.2. Lorsque des intérêts sont applicables, un calcul d'intérêts sera effectué sur base du taux fixé par la Banque.

35.3. Le Client reconnaît et accepte que les taux d'intérêt et taux de change peuvent varier à tout moment. Le Client reconnaît et accepte donc que le taux d'intérêt et/ou les taux de change appliqués à une opération de paiement seront les taux en vigueur au moment de l'exécution de l'opération de paiement en question. Le Client reconnaît et accepte par les présentes que les modifications des taux de change et/ou d'intérêts seront adoptées avec effet immédiat et sans préavis donné au Client lorsque les taux de change et/ou d'intérêt sont basés sur des informations d'une source à laquelle le Client a accès ou si ces modifications sont basées sur les taux d'intérêt ou de change de référence.

Le taux de change et d'intérêts est disponible sur simple demande sur un support durable auprès de la Banque.

36. EXÉCUTION D'ORDRES DE PAIEMENTS

36.1. Lorsqu'une opération de paiement est effectuée en euros à partir d'un compte de paiement libellé en euros, la Banque veillera à ce que le montant de l'opération de paiement soit crédité sur le compte du prestataire de service de paiement du bénéficiaire au plus tard le premier jour ouvrable suivant le moment de réception de l'ordre de paiement conformément aux présentes conditions générales relatives aux services de paiement. En cas d'opérations de paiement initiées sur support papier, la Banque veillera à ce que ledit montant soit crédité au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant le moment de réception de l'ordre de paiement.

Pour toutes les autres opérations de paiement effectuées au sein de l'Espace Economique Européen («EEE») autres que celles décrites ci-dessus, la Banque veillera à ce que le montant de l'opération de paiement soit crédité sur le compte du prestataire de service de paiement du bénéficiaire

au plus tard le quatrième jour ouvrable suivant le moment de réception de l'ordre de paiement conformément aux présentes conditions générales relatives aux services de paiement.

36.2. Pour toutes les autres opérations de paiement non visées à l'article 36.1, le Client reconnaît que le délai d'exécution de l'opération de paiement sera tributaire des règles de fonctionnement des systèmes internationaux de paiement et que dans ce cas, la Banque ne sera pas tenue par les délais comme il a été prévu ci-dessus.

36.3. Sauf stipulation contraire ci-après, le Client ne peut pas révoquer un ordre de paiement une fois que cet ordre a été reçu par la Banque conformément à la clause 32. La Banque peut, sans jamais y être obligée, demander une confirmation des instructions qui lui sont transmises.

36.4. Lorsqu'une opération de paiement est initiée par un prestataire de services d'initiation de paiement ou par le bénéficiaire ou par son intermédiaire, le Client ne pourra plus révoquer son ordre de paiement après avoir donné à la Banque son consentement à ce qu'elle exécute une opération de paiement ainsi initiée.

36.5. Le Client pourra révoquer un ordre de paiement en cas de domiciliation de créances et sans préjudice du droit à remboursement, au plus tard à 15h00 le jour ouvrable précédant le jour convenu pour le débit des fonds. Il pourra également le révoquer dans le cas où il a convenu avec la Banque que l'exécution de l'ordre de paiement commencerait un jour donné ou à l'issue d'une période déterminée ou le jour où il a mis les fonds à la disposition de la Banque, au plus tard à 15h00 le jour ouvrable précédant le jour convenu. Passés ces délais, la révocation d'un ordre de paiement ne sera possible que si le Client et la Banque en conviennent.

36.6. Lorsque le Client est bénéficiaire d'une opération de paiement réglementée, la date de valeur du crédit est celle du jour ouvrable au cours duquel le montant de l'opération de paiement



est crédité par le prestataire de services de paiement du payeur sur le compte de la Banque. La Banque doit mettre le montant de l'opération de paiement à disposition du Client immédiatement après que ce montant a été crédité sur le compte de la Banque lorsque pour sa part (i) il n'y a pas de conversion ou (ii) il y a conversion entre les devises de deux Etats parties à l'accord sur l'EEE.

36.7. Pour toutes les autres opérations de paiement et à défaut de convention spéciale, disposition légale ou réglementaire contraires applicables en la matière, la date de valeur du crédit est au plus tard le troisième jour ouvrable suivant le jour ouvrable au cours duquel le montant de l'opération de paiement est crédité par le prestataire de services de paiement du payeur sur le compte de la Banque.

36.8. Les instructions données par le Client à la Banque d'effectuer des paiements réguliers (ordres permanents) seront exécutées jusqu'à révocation qui doit intervenir au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour le paiement.

36.9. Lorsque le Client et la Banque conviennent de la révocation d'un ordre de paiement passé le délai de révocation mentionné ci-avant, la Banque se réserve le droit d'imputer des frais pour la révocation sur base de conditions tarifaires.

37. ABSENCE DE VÉRIFICATION

37.1. Aux fins de l'exécution d'un ordre de paiement réglementé, le Client s'engage à communiquer à la Banque le numéro de compte du bénéficiaire sous format IBAN ainsi que le code BIC (SWIFT).

En ce qui concerne l'exécution d'ordres de paiement pour lesquels le numéro de compte est indiqué sous un format autre que l'IBAN, ou pour lesquels le numéro de compte n'existe pas sous format IBAN, le Client doit fournir à la Banque, sous sa seule responsabilité, outre le nom du bénéficiaire, toutes les informations permettant l'identification du compte et de la banque du bénéficiaire.

L'IBAN, respectivement les informations permettant l'identification du compte et de la banque du bénéficiaire, sont utilisées par la Banque comme identifiant unique.

37.2. La Banque est autorisée à accepter et créditer le compte tel que désigné par l'identifiant unique par l'opération de paiement.

37.3. La Banque ne sera pas obligée de vérifier l'exactitude des données (identifiant unique) figurant sur l'ordre de paiement du Client. La Banque considérera l'identifiant unique spécifié par le Client comme étant prépondérant lorsqu'elle exécutera l'ordre de paiement.

37.4. Si l'identifiant unique fourni par le Client est inexact, la Banque n'est pas responsable de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'ordre de paiement au sens de l'article 38 (Mauvaise exécution des ordres de paiement). Toutefois, la Banque s'efforce dans la mesure du raisonnable, de récupérer les fonds engagés dans l'opération de paiement. La Banque aura le droit de facturer des frais au Client.

37.5. La Banque se réserve le droit de ne pas créditer un virement sur le compte du Client si les données transmises par la banque du donneur d'ordre ne sont pas claires ou sont incomplètes. A défaut d'obtenir les informations demandées, la Banque peut renvoyer les fonds à la banque du donneur d'ordre.

38. MAUVAISE EXÉCUTION DES ORDRES OU OPÉRATIONS DE PAIEMENT

38.1. La Banque sera tenue responsable si un ordre de paiement n'est pas exécuté correctement, à moins que:

- a) (et sans préjudice des articles suivants de la LSP: 85, 100(2), 100(3) et 104), la Banque ne puisse démontrer au Client et, le cas échéant, au prestataire de services de paiement du bénéficiaire que le prestataire de services de paiement du bénéficiaire a reçu le montant de l'opération de paiement;



- b) il s'agisse d'un cas de force majeure dans le chef de la Banque;
- c) l'exécution correcte de l'ordre de paiement ne conduise la Banque à enfreindre la loi.

38.2. La Banque est également responsable si une opération de paiement n'est pas exécutée correctement, à moins que :

- a) elle résulte d'un cas de force majeure affectant la Banque ;
- b) l'exécution correcte de l'ordre de paiement ne conduise la Banque à enfreindre la loi.

38.2. Le Client reconnaît et accepte que la Banque n'assume aucune responsabilité dans l'hypothèse où un paiement en faveur d'un tiers est bloqué par une banque correspondante, notamment en raison des règles en matière de Sanctions ou lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme auxquelles la banque correspondante est soumise et il appartiendra au Client de faire valoir ses droits.

Le terme «Sanctions» recouvre l'ensemble des sanctions de nature financière, économique ou commerciale ou mesures restrictives établies, administrées, imposées ou mises en place par l'Union Européenne, le Luxembourg, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Bureau de contrôle des actifs étrangers aux Etats-Unis (OFAC) et/ou le «U.S. Department of State» ou toute autre autorité compétente.

39. OPÉRATION DE PAIEMENT INITIÉE PAR OU VIA LE BÉNÉFICIAIRE

39.1. Le Client accepte que tout ordre permanent déjà émis par lui-même au profit de tiers reste en vigueur si un prélèvement européen est utilisé. Un prélèvement européen est un prélèvement en euros effectué au sein l'Union Européenne élargie des autres pays faisant partie de l'espace

de paiement en euros («Single Euro Payments Area» ou «SEPA»), entre les comptes tenus par les banques participantes.

39.2. Lorsque le Client initie l'ordre de paiement en tant que bénéficiaire, la Banque ne sera responsable à l'égard du Client que de l'envoi de l'ordre de paiement au prestataire de services de paiement du payeur et du traitement de l'opération de paiement conformément à l'article 96(3) de la LSP. Par conséquent, elle ne peut être tenue responsable en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution d'un ordre de paiement si elle a rempli ces obligations. Nonobstant ce qui précède, et indépendamment de la responsabilité de la Banque en cas d'inexécution et de mauvaise exécution d'un ordre de paiement, la Banque cherchera, à la demande expresse du Client et sans encourir de responsabilité à cet égard, à retracer l'opération de paiement, et informera le Client des résultats de ses recherches.

40. DEMANDES DE REMBOURSEMENT D'OPÉRATIONS DE PAIEMENT INITIÉES PAR OU VIA LE BÉNÉFICIAIRE

40.1. Dans les huit semaines à compter de la date à laquelle les fonds ont été débités en exécution d'une opération de paiement réglementée, le Client pourra demander à la Banque de lui rembourser le montant prélevé à la suite de l'exécution d'une opération de paiement initiée par ou via le bénéficiaire uniquement s'il prouve que l'autorisation n'indiquait pas le montant exact de l'opération de paiement et si le montant débité a dépassé le montant auquel le Client pouvait raisonnablement s'attendre en tenant compte des dépenses passées. La date de valeur à laquelle le compte de paiement du client est crédité n'est pas postérieure à la date à laquelle il a été débité.

40.2. Dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception d'une telle demande de remboursement, la Banque doit, soit rembourser le montant total de l'opération de paiement, soit justifier son



refus de rembourser en indiquant au Client qu'il peut alors saisir la CSSF conformément à l'article 106 de la LSP s'il n'accepte pas la justification donnée.

En cas de domiciliation de créances payables par prélèvement automatique libellé en euros par ou via le bénéficiaire, le Client pourra demander à la Banque le remboursement du montant prélevé de son compte s'il en informe la Banque sans tarder et en tout état de cause dans les huit semaines suivant la date de débit.

40.3. La Banque et le Client conviennent que le Client payeur n'a pas droit à un remboursement dans les cas où il a donné son consentement à l'exécution d'une opération directement à la Banque, y compris lorsqu'elle agit pour le compte du bénéficiaire, et, le cas échéant, les informations relatives à la future opération de paiement ont été fournies au payeur ou mises à sa disposition de la manière convenue, quatre semaines au moins avant l'échéance, par la Banque ou par le bénéficiaire.

Le droit au remboursement est exclu pour les opérations de paiement non réglementées.

41. UTILISATION DES SERVICES D'INITIATION DE PAIEMENT ET/OU D'INFORMATIONS SUR LES COMPTES

Le Client a le droit d'utiliser un Service d'initiation de paiement et/ou un Service d'information sur les comptes de paiement si son Compte de paiement ouvert dans les livres de la Banque est accessible par le biais de services «Banque en ligne».

La Banque ne conclura aucune relation contractuelle distincte avec les Prestataires de services d'informations sur les comptes (ci-après «PSIC») et les Prestataires de services d'initiation de paiement (ci-après «PSIP»), PSIC et PSIP ci-après désignés ensemble par «PSP». Il incombe au Client de conclure des contrats appropriés avec chaque

prestataire concerné afin de définir les conditions dans lesquelles lesdits services lui seront fournis.

Les PSP auront accès au Compte de paiement du Client dès lors que ce dernier aura donné son consentement exprès via un processus d'authentification configuré avec un prestataire de services informatiques tiers de la Banque, ce dernier étant nommé par la Banque conformément à ses dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux Conditions Générales.

Ce prestataire de services informatiques tiers a développé une plateforme XS2A qui offre une bibliothèque commune d'interfaces de programmation aux PSP. Ces derniers se connecteront à une interface dédiée pour permettre au Client de bénéficier de leurs services.

Le Client accepte que la Banque puisse se prévaloir des certificats numériques qui lui sont présentés par les PSP. Toutefois, la Banque se réserve le droit de refuser l'accès d'un PSIC ou d'un PSIP à un Compte de paiement pour des raisons objectives liées à la sécurité, à un accès non autorisé ou frauduleux, ou à une initiation non autorisée ou frauduleuse d'une Opération de paiement.

Dans de tels cas, la Banque informera le Client que l'accès au Compte de paiement a été refusé et lui en donnera les raisons sous la forme convenue. Ces informations doivent, dans la mesure du possible, être communiquées au Client avant que l'accès ne soit refusé et au plus tard immédiatement après, à moins que la communication de ces informations ne compromette des raisons de sécurité objectivement justifiées ou ne soit interdite par la loi applicable en la matière. La Banque autorisera l'accès au Compte de paiement dès lors que les raisons pour lesquelles l'accès a été refusé n'existeront plus.

Dans les cas visés au paragraphe précédent, la Banque notifiera immédiatement la CSSF de l'incident concernant le PSIC ou le PSIP.



Le Client peut révoquer une autorisation donnée à un PSIC ou à un PSIP en informant la Banque conformément aux modalités convenues entre le Client et la Banque. Toutefois, cette révocation ne prendra effet que le jour ouvrable suivant le jour où la Banque reçoit la notification.

En cas d'Opération de paiement inexécutée, mal exécutée ou exécutée tardivement par un PSIP, les dispositions de l'article 34 «Correction» s'appliquent.

42. BLOCAGE DES FONDS

Le Client peut demander le blocage des fonds sur son compte pour toutes les opérations de paiement liées à une carte dont le montant n'est pas connu à l'avance initiées par ou via le bénéficiaire à condition de préciser à la Banque le montant exact des fonds à bloquer. La Banque débloquera les fonds après réception des informations sur le montant exact de l'opération de paiement et après réception de l'ordre de paiement.

43. MENACE POUR LA SÉCURITÉ DES PAIEMENTS – GEL DES COMPTES

43.1. La Banque se réserve le droit de bloquer un instrument de paiement, pour des raisons objectivement motivées ayant trait à la sécurité de l'instrument de paiement, à une présomption d'utilisation non autorisée ou frauduleuse de l'instrument de paiement ou, s'il s'agit d'un instrument de paiement doté d'une ligne de crédit, au risque sensiblement accru que le Client soit dans l'incapacité de s'acquitter de son obligation de paiement.

43.2. La Banque sera autorisée à geler le compte de paiement du Client si elle soupçonne une utilisation non-autorisée ou frauduleuse de ce compte ou lorsqu'elle estime que le Client n'est pas en mesure de s'acquitter de son obligation de paiement découlant de l'utilisation du compte.

43.3. La Banque informera le Client dans les meilleurs délais par tout moyen jugé approprié (tel

le téléphone, une lettre ou un message électronique), en cas de soupçon de fraude ou de fraude avérée ou de menace pour la sécurité ainsi que du blocage de son ou ses compte(s), ou instrument(s) de paiement, à moins que le fait de fournir cette information ne soit pas acceptable pour des raisons de sécurité objectivement justifiées ou soit interdit en vertu d'une loi applicable.

44. MOYENS DE PAIEMENTS

44.1. Les services ou instruments de paiement fournis par la Banque au Client peuvent être soumis à des conventions particulières.

44.2. Le Client doit prendre toutes les mesures raisonnables pour protéger les instruments de paiement contre la perte, le vol, le détournement ou l'utilisation frauduleuse. Dès que le Client a connaissance de la perte, du vol, du détournement ou de l'utilisation frauduleuse d'un instrument de paiement, il doit immédiatement en informer la Banque.

Le Client sera responsable des pertes résultant de toute opération de paiement non autorisée effectuée au moyen d'un instrument de paiement perdu, volé ou détourné avant que la Banque n'en reçoive notification, ainsi qu'en cas d'utilisation frauduleuse ou de négligence grave de sa part, conformément à l'article 34.2 ci-dessus.

Le Client est personnellement responsable de toutes les conséquences pouvant résulter de la perte, du vol ou de l'utilisation frauduleuse de chèques qui lui sont remis. La Banque ne peut être tenue responsable des pertes ou dommages causés par un défaut ou un retard de réclamation.

45. INFORMATIONS

Toutes les informations concernant les frais liés aux services de paiement sont communiquées au Client par la Banque sur support papier ou sur un autre support durable conformément à l'article 6 (Communications et correspondance) des



Conditions Générales. De plus, la Banque fournira au Client un relevé des transactions de paiement effectuées au crédit et au débit de son compte de paiement, selon la fréquence déterminée par le Client qui ne peut être inférieure à un mois.

46. MODIFICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX SERVICES DE PAIEMENT

46.1. Sauf disposition contraire et sans préjudice du droit pour la Banque d'ajouter à tout moment un nouveau service ou de mettre en conformité les conditions de la Banque à toute nouvelle législation ou réglementation, les clauses des présentes conditions générales relatives aux services de paiement, ainsi que les taux d'intérêt, rémunérations et frais applicables à ces services seront modifiables par la Banque étant entendu que ces modifications seront réputées acceptées par le Client si celui-ci ne formule pas d'opposition écrite adressée à la Banque endéans le délai de deux mois depuis l'envoi ou toute date postérieure proposée pour leur entrée en vigueur.

46.2. Les modifications seront considérées comme approuvées par le Client si celui-ci n'a pas notifié à la Banque son opposition avant la date d'entrée en vigueur de ces modifications.

46.3. Au cas où le Client rejette les modifications, il a le droit de résilier les présentes conditions générales relatives aux services de paiement sans frais et avec effet à tout moment jusqu'à la date à laquelle les modifications auraient été appliquées.

47. RÉCLAMATIONS ET PROCÉDURES EXTRA-JUDICIAIRES

En cas de violation présumée des dispositions des présentes conditions générales relatives aux services de paiement, le Client peut présenter des réclamations conformément aux dispositions de l'article 10 «Réclamations» des Conditions Générales.

III. DISPOSITIONS RELATIVES À LA CONSERVATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUX SERVICES D'INVESTISSEMENT

48. PRINCIPES

48.1. Cette Partie III s'applique aux services d'investissement et aux services auxiliaires en relation avec des instruments financiers au sens de la Directive 2014/65/UE du Parlement Européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers (ci-après «MIFID II» et ensemble avec (i) les réglementations et dispositions européennes applicables, et (ii) les dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises de transposition, la «Réglementation MiFID») que la Banque fournit au Client (les «Services d'Investissement»).

48.2. Les dispositions, règles et principes énoncés dans la présente Partie seront complétés par (i) les conventions particulières conclues entre la Banque et le Client, ainsi que (ii) les conventions particulières conclues entre une Succursale et le Client (lorsque des services d'investissement lui sont fournis par cette Succursale), tels que, sans limitation, les conditions générales de la Succursale, les mandats discrétionnaires de gestion de portefeuille ou les mandats de conseil en investissement.

48.3. En cas de contradiction ou de divergence entre les dispositions de la présente Partie et toute autre disposition des Conditions Générales, les dispositions de la présente Partie prévalent.

48.4. En cas de contradiction ou de divergence entre les dispositions de la présente Partie et les Conventions Particulières, les Conventions Particulières prévalent.

49. CATÉGORISATION DES CLIENTS

49.1. Pour les besoins des Services d'Investissement, la Banque classe chaque Client,



conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, en catégorie de (i) «Client particulier» (ii) «Client professionnel» ou (iii) «Contrepartie éligible».

49.2. Selon que le Client appartient à la catégorie Client particulier, Client professionnel ou Contrepartie éligible, des niveaux de protection différents s'appliquent et la Banque observera, conformément aux exigences légales et réglementaires en la matière, des règles de conduite différenciées.

49.3. Définitions :

Client Particulier: un Client qui n'est pas traité comme Client Professionnel ou Contrepartie Éligible.

Client Professionnel: un Client qui constitue une entité telle que visée à la Section A de l'annexe III de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier telle que modifiée (la «Loi sur le secteur financier»), ou un Client qui possède l'expérience, les connaissances et la compétence nécessaires pour évaluer correctement les risques encourus par les décisions d'investissement et qui satisfait aux critères énoncés à la Section B de cette annexe III.

Contrepartie Éligible: les entreprises désignées à l'article 37-7 de la Loi sur le secteur financier.

49.4. La Banque informe le Client (i) de la catégorie retenue, en temps utile, avant la fourniture d'un quelconque Service d'Investissement. Le Client a la possibilité, sous certaines conditions, de demander une catégorisation différente, soit pour bénéficier d'un degré de protection plus élevé («opt-in»), soit pour renoncer à certaines protections («opt-out»).

49.5. Tout Client qui est classé par la Banque en tant que Client particulier, dispose du droit de demander d'être traité par la Banque comme Client professionnel. La Banque n'est toutefois pas tenue de donner suite à une telle demande. Une classification différente emporte dans le chef du Client particulier une renonciation à une partie de

la protection que lui offrent les règles de conduite et de protection de la Réglementation MiFID. Sous réserve de ce qui précède, le Client particulier ne pourra renoncer à la protection conférée par la Réglementation MiFID que si:

- le Client Particulier a notifié par écrit à la Banque son souhait d'être traité comme Client Professionnel, soit d'une manière générale, soit pour un Service d'Investissement ou certains types de produits ou de transactions déterminés;
- la Banque a averti le Client Particulier clairement et par écrit, dans un document distinct, des protections et des droits à indemnisation en vertu du régime de protection des investisseurs dont il risque de se priver;
- le Client Particulier a déclaré par écrit, dans un document distinct du contrat, qu'il est conscient des conséquences de sa renonciation aux protections précitées.

Le Client particulier peut contacter la Banque pour obtenir des modèles de documents lui permettant de notifier son intention de changer de catégorie et de confirmer sa renonciation aux protections prévues.

49.6. La Banque, préalablement à toute acceptation de cette renonciation aux protections conférées par ses règles de conduite, s'assurera conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, de l'expérience et des connaissances du Client particulier lui permettant de prendre ses propres décisions d'investissement et de comprendre les risques encourus. A cet égard, le Client particulier s'engage à fournir sans délai à la Banque toutes les informations pertinentes pour lui permettre de procéder à l'évaluation requise.

49.7. En cas de changement dans la situation personnelle du Client affectant la catégorisation à laquelle a procédé la Banque, le Client s'engage à en aviser la Banque spontanément et immédiatement. Le Client répond vis-à-vis de la Banque de



tout dommage que cette dernière pourrait subir en raison du caractère inexact ou incomplet des informations reçues par elle et sur lesquelles elle a fondé la catégorisation du Client.

50. INFORMATIONS SUR LA NATURE ET LES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

50.1. Chaque type d'instrument financier possède ses propres caractéristiques et s'accompagne de risques particuliers. Certains instruments financiers peuvent ne pas convenir à un Client donné compte tenu de sa classification (Client particulier ou Client professionnel) ou de son profil.

50.2. Les placements en instruments financiers, en métaux précieux et en devises sont soumis aux fluctuations de marché et si le Client peut ainsi réaliser des gains, il peut également subir des pertes importantes. De bonnes performances passées ne sont pas une garantie de bonnes performances futures. Le Client s'engage à n'effectuer que des placements avec lesquels il est familier et qui correspondent à ses capacités financières.

50.3. Le Client reconnaît avoir été informé de la nature et des risques découlant des opérations portant sur des instruments financiers qui pourront faire l'objet d'ordres à la Banque par référence au document intitulé «Risques particuliers dans le commerce de titres» qui a été fourni au Client avec les présentes Conditions Générales et qui en fait partie intégrante. Le Client confirme en avoir pris connaissance et déclare être conscient et accepter les risques liés à l'exécution de ces opérations.

50.4. La Banque rend le Client attentif au fait que les produits dérivés et/ou produits structurés permettent de réaliser des opérations de placement ou des opérations de couverture contre les risques d'évolution défavorable des cours mais peuvent également être utilisés pour effectuer des opérations d'investissement dynamique ou spéculatif induisant des risques plus élevés en fonction des fluctuations de cours de l'actif sous-jacent (taux de change, d'intérêt, actions et indices boursiers,

obligations, matières premières, etc.). De ce fait, ces produits, traités sur des marchés réglementés ou de gré à gré (dans la mesure permise par la Réglementation MiFID), sont destinés à des professionnels ou des investisseurs avertis. La Banque attire également l'attention du Client sur la notion d'effet de levier inhérent aux produits dérivés, qui se traduit par le fait que toute variation de la valeur de l'actif sous-jacent est amplifiée (à la hausse ou à la baisse) par le mécanisme même de ces produits dérivés. En cas d'évolution défavorable et selon le produit retenu, le montant de la perte peut même excéder le montant de l'investissement initial. L'intervention sur les marchés réglementés ou de gré à gré (dans la mesure permise par la Réglementation MiFID) nécessite donc de la part du Client une bonne compréhension de leurs mécanismes.

50.5. La Banque recommande au Client avant chaque opération, de solliciter, au regard des risques encourus et du régime juridique et fiscal de ces opérations, les compétences de spécialistes externes en la matière et d'apprécier l'adéquation de l'opération envisagée à ses besoins et de l'opportunité de sa conclusion, sur la base de son propre jugement ou des recommandations des conseillers que le Client aura estimé utile de consulter.

Dans le cadre de ces opérations et en dehors d'une convention écrite, la Banque n'agira en aucun cas en qualité de conseil en investissement et n'est pas responsable notamment des conséquences financières, juridiques ou fiscales de ces produits, ni de leurs performances et ceci même si des informations de marché ont pu être communiquées au Client par la Banque.

51. OBLIGATIONS LIÉES À LA FOURNITURE DES SERVICES DE GESTION DISCRÉTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE ET DE CONSEIL EN INVESTISSEMENT

51.1. En application de la Réglementation MiFID, la Banque est tenue d'obtenir de la part du Client, à qui elle fournit des services de conseil



en investissement ou de gestion discrétionnaire de portefeuille, des informations nécessaires concernant ses connaissances et son expérience en matière d'investissement en rapport avec le type spécifique de produit ou de service, sa situation financière, y compris sa capacité à subir des pertes, ses objectifs d'investissement, y compris sa tolérance au risque, ainsi que ses préférences en matière d'investissements durables (ci-après, ses «Préférences en matière de durabilité»), de manière à pouvoir lui recommander les Services d'Investissement et les instruments financiers qui (i) lui conviennent en effectuant un test d'adéquation («Test d'adéquation») et (ii) sont conformes à ses Préférences en matière de durabilité.

Lorsque la Banque fournit un service de gestion discrétionnaire de portefeuille ou de conseil en investissement à un Client professionnel (ou Contrepartie éligible), elle est autorisée à présumer qu'en ce qui concerne les produits, les transactions et les services pour lesquels il est classé comme tel, le Client professionnel (ou Contrepartie éligible) possède le niveau requis d'expérience et de connaissance.

Lorsque la Banque fournit un service de conseil en investissement à un Client professionnel (ou Contrepartie éligible), la Banque est autorisée à présumer, que ce Client professionnel (ou Contrepartie éligible) est financièrement en mesure de supporter tout risque lié à l'investissement compte tenu des objectifs d'investissement de ce Client professionnel (ou Contrepartie éligible).

51.2. La Banque informe le Client qu'il ne lui est pas permis de par la loi de fournir des services de conseil en investissement ou de la gestion discrétionnaire de portefeuille au cas où elle n'obtiendrait pas l'information requise décrite ci-dessus dans le cadre du Test d'adéquation.

51.3. Par conséquent, le Client qui souhaite conférer à la Banque un mandat de gestion discrétionnaire de portefeuille ou de conseil en investissement, (i) complétera et signera les questionnaires qui définissent son profil d'investisseur et ses Préférences en matière de durabilité, et (ii) confirmera

que toutes les informations et données contenues dans ces questionnaires sont correctes et complètes et qu'en conséquence la Banque n'est pas tenue de vérifier ces informations mais au contraire est fondée à s'y fier.

51.4. Le Client reconnaît expressément qu'il est entièrement responsable de l'exactitude, du caractère complet et actualisé de ces informations et que par conséquent il répondra vis-à-vis de la Banque de tout dommage subi par cette dernière en raison du caractère inexact ou incomplet des informations qu'il lui aura transmises.

51.5. Au cas où le Client estimerait que les transactions effectuées par la Banque, ou les conseils qui lui sont donnés ne sont, à son avis, pas conformes à ses objectifs d'investissement, à sa tolérance aux risques ou à ses Préférences en matière de durabilité, le Client le notifiera immédiatement à la Banque par écrit.

51.6. Sauf convention contraire, la Banque fournit des conseils en investissement de manière indépendante, tel que défini par la Réglementation MiFID: avant de fournir des conseils, la Banque évalue un éventail suffisant d'instruments financiers disponibles sur le marché, qui doivent être suffisamment diversifiés quant à leur type et à leurs émetteurs, ou à leurs fournisseurs, pour garantir que les objectifs d'investissement du Client puissent être atteints de manière appropriée.

Cette évaluation ne se limite pas aux instruments financiers émis ou proposés par des entités ayant des liens étroits avec la Banque ou toute autre relation juridique ou économique.

52. OBLIGATIONS LIÉES À LA FOURNITURE DE SERVICES D'INVESTISSEMENT AUTRES QUE LE CONSEIL EN INVESTISSEMENT ET LA GESTION DISCRÉTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE

52.1. Le service d'investissement de réception-transmission d'ordres pour le compte de tiers consiste pour la Banque à recevoir des ordres relatifs à des instruments financiers de la part du Client



et à les transmettre à une autre personne ou entité en vue de leur exécution.

Le Client autorise la Banque à recevoir et à transmettre en son nom les ordres relatifs à des Instruments financiers en vue de leur exécution conformément aux présentes Conditions Générales et à tout document particulier convenu entre le Client et la Banque, le cas échéant.

52.2. Lorsque la Banque fournit des Services d'Investissement autres que le conseil en investissement ou la gestion discrétionnaire de portefeuille, elle est légalement tenue de se renseigner auprès du Client sur ses connaissances et sur son expérience en matière d'investissement en rapport avec le type spécifique de produit ou de service demandé, afin que la Banque soit en mesure d'évaluer si le service ou le produit d'investissement envisagé convient au Client («Test du caractère approprié»), sauf dans le cas d'exécution et/ou réception et transmission d'ordres de Clients portant sur des produits non complexes (au sens de la Réglementation MiFID).

Lorsque des Services d'Investissement autres que le conseil en investissement ou la gestion discrétionnaire de portefeuille sont fournis à un Client professionnel (ou Contrepartie éligible), la Banque est autorisée à présumer qu'en ce qui concerne les produits, les transactions et les services pour lesquels le Client professionnel (ou Contrepartie éligible) est classé comme tel, le Client professionnel (ou Contrepartie éligible) possède le niveau requis d'expérience et de connaissance.

52.3. Au cas où la Banque n'obtiendrait pas l'information requise décrite ci-dessus, elle pourra décider (ou se voir interdire par la loi) de ne pas procéder à la prestation des Services d'Investissement demandés.

52.4. Par conséquent, et sous réserve des dispositions de l'article 53 ci-dessous, le Client qui souhaite que la Banque lui fournisse des Services d'Investissement autres que le conseil en investissement et la gestion discrétionnaire de portefeuille

(i) complétera et signera les questionnaires qui définissent ses connaissances et son expérience en matière d'investissements, et (ii) confirmera que toutes les informations et données contenues dans ces questionnaires sont correctes et complètes et qu'en conséquence la Banque n'est pas tenue de vérifier ces informations mais au contraire est fondée à s'y fier.

52.5. Le Client reconnaît expressément qu'il est entièrement responsable de l'exactitude, du caractère complet et actualisé de ces informations et que par conséquent il répondra vis-à-vis de la Banque de tout dommage subi par cette dernière en raison du caractère inexact ou incomplet des informations qu'il lui aura transmises.

53. FOURNITURE DE SERVICES D'INVESTISSEMENT COMPRENANT UNIQUEMENT L'EXÉCUTION ET/OU LA RÉCEPTION ET LA TRANSMISSION D'ORDRES CLIENTS SUR DES PRODUITS NON-COMPLEXES

Lorsque la Banque fournit au Client des Services d'Investissement comprenant l'exécution et/ou la réception et la transmission d'ordres Clients sur des produits non complexes au sens de la Réglementation MiFID, et uniquement dans ce cas, la Banque n'a aucune obligation légale de procéder au Test du caractère approprié décrit à l'article 52.2 ci-dessus.

Nonobstant ce qui précède, dans les cas où la Banque (i) octroie une facilité de crédit à un Client pour lui permettre d'effectuer une transaction sur un ou plusieurs instruments financiers et (ii) fournit, en même temps, au Client des Services d'Investissement comprenant uniquement l'exécution et/ou la réception et la transmission d'ordres Clients sur des produits non complexes (au sens de la Réglementation MiFID) en relation avec ces transactions, le Client bénéficiera de la protection offerte par la Réglementation MiFID obligeant la Banque à procéder au Test du caractère approprié décrit à l'article 52.2 ci-dessus.



54. CONFLITS D'INTÉRÊTS

54.1. Dans le cadre de la fourniture des Services d'Investissement aux Clients, la Banque est susceptible d'être confrontée à des situations de conflits d'intérêt.

Les conflits d'intérêts s'entendent comme des conflits se posant entre la Banque, y compris les membres de sa direction, ses salariés et ses agents liés ou toute personne directement ou indirectement liée à eux par une relation de contrôle et ses Clients ou entre deux Clients lors de la prestation de Services d'Investissement ou de services auxiliaires y liés ou d'une combinaison de ces services, dont l'existence peut porter atteinte aux intérêts des Clients.

54.2. Conformément à la réglementation en vigueur, la Banque a mis en place un dispositif et a établi une politique de prévention, d'identification et de gestion des conflits d'intérêts. Ce dispositif, destiné à prévenir, avec une certitude raisonnable, tout manquement aux principes et aux règles professionnelles de bonne conduite est régulièrement actualisé en fonction des modifications réglementaires et d'une politique propre d'anticipation des risques. La Banque entend en toutes circonstances agir dans le respect de l'intégrité de marché et de la primauté de l'intérêt de son Client, lesquels sont pour la Banque un principe intangible auquel concourent également les autres mesures issues de la réglementation, telles que ses politiques en matière de «meilleure exécution» et d'adéquation des services et produits aux besoins du Client.

54.3. La Banque peut également agir comme contrepartie pour compte propre dans le contexte de la gestion de son propre portefeuille de négociation. La Banque pourrait dès lors avoir des intérêts propres qui divergent avec ceux du Client, notamment en cas d'investissements dans des instruments de placements collectifs de capitaux ou autres produits financiers dont la Banque est gestionnaire, conseiller, promoteur ou avec lesquels la Banque est liée de quelque manière que ce soit, ou encore pour lesquels la Banque pourrait recevoir des rémunérations ou d'autres avantages.

54.4. Les mesures mises en place sont appropriées au regard de la taille et de l'organisation de la Banque ainsi que de la nature, de l'échelle et de la complexité de son activité. Ainsi, la Banque veille notamment à ce qu'une séparation de fonctions soit assurée entre les fonctions de recherche en investissement, conseil, gestion et négociation de conditions auprès de ses partenaires commerciaux. Par ailleurs, la Banque veille également à ce que tout conseil donné par elle-même, notamment sur la base des valeurs sélectionnées par ses analystes, soit indépendant de toute considération de commission à recevoir.

54.5. La Banque assume une obligation de moyens et non une obligation de résultat. Ainsi, lorsque les dispositions organisationnelles et administratives prises ne suffisent pas à garantir, avec une certitude raisonnable, que le risque de porter atteinte aux intérêts du Client sera évité, la Banque informera le Client, avant d'agir pour son compte, de la nature générale, le cas échéant, de la source des conflits d'intérêts qui subsistent afin d'obtenir son consentement exprès à la poursuite de l'opération.

54.6. La Banque conserve un enregistrement de tout service qu'elle a fourni et de toute transaction qu'elle a effectuée conformément aux réglementations en vigueur afin de garantir le contrôle de ses obligations en matière de gestion des conflits d'intérêts.

54.7. De plus amples informations sur la politique de la Banque en matière de conflits d'intérêts sont disponibles sur demande.

55. INCITATIONS

55.1. Le Client est informé que la Banque peut, dans le cadre de la prestation des Services d'Investissement et dans les limites autorisées par la Réglementation MiFID, être amenée à payer à des tiers ou à percevoir de la part de tiers, directement ou indirectement, des rémunérations ou avantages monétaires ou non monétaires, sous forme, notamment, de commissions, droits de garde, rétrocessions ou courtages (les «Incitations»).



55.2. En signant les présentes Conditions Générales, le Client reconnaît explicitement avoir pris connaissance de la politique de la Banque en matière d'Incitations, telle qu'elle lui est fournie sur le site Internet de la Banque.

56. RAPPORTS/RELEVÉS PÉRIODIQUES

56.1. L'ensemble des rapports et relevés périodiques devant être fournis par la Banque aux Clients dans le cadre de l'exécution des services de (i) gestion discrétionnaire de portefeuille et de (ii) conseil en investissement, ainsi que leurs fréquences et conditions respectives sont fixés dans les Conventions Particulières conclues entre la Banque et le Client.

56.2. Lorsque la Banque a exécuté un ordre au nom du Client, autrement que dans le cadre d'une gestion discrétionnaire de portefeuille, la Banque transmet, pour autant que la Réglementation MIFID le requiert, au Client (i) sans délai, sur un support durable, les informations essentielles concernant l'exécution de cet ordre et (ii) sur un support durable, un avis confirmant l'exécution de l'ordre dès que possible et au plus tard au cours du premier jour ouvrable suivant son exécution ou, si la Banque reçoit elle-même d'un tiers la confirmation de l'exécution, au plus tard le premier jour ouvrable suivant la réception de la confirmation de ce tiers.

56.3. Lorsque la Banque détient des instruments financiers ou des fonds de Clients, la Banque fournit, pour autant que la Réglementation MiFID le requiert, au moins une fois par trimestre aux Clients un relevé de ces instruments ou fonds, à moins que les mêmes informations n'aient été fournies dans un autre relevé périodique.

57. Politique en matière de meilleure exécution

Conformément à la Réglementation MiFID, en signant les présentes Conditions Générales, le Client accepte explicitement la politique de la Banque en matière de meilleure exécution (telle qu'elle lui est fournie sur le site Internet de la Banque), notamment en donnant son consentement exprès pour

que ses ordres soient exécutés en dehors d'une plateforme de négociation (c'est-à-dire en dehors d'un marché réglementé, d'un système multilatéral de négociation (MTF) ou d'un système organisé de négociation (OTF)).

58. ORDRES DE TRANSACTION DES CLIENTS SUR LES OPC

Pour ce qui concerne plus particulièrement des ordres portant sur des organismes de placement collectif (OPC), afin de garantir l'exécution de l'ordre sur la prochaine valeur nette d'inventaire (VNI) calculée pour un OPC disponible à la souscription auprès de la Banque, tout ordre de souscription ou de remboursement de parts d'OPC devra être transmis à la Banque au plus tard deux heures avant l'heure limite opérationnelle / «cut off» déterminée par le dépositaire, et ce un jour bancaire ouvré luxembourgeois endéans les heures d'ouverture de la Banque. En dehors de ce délai, la Banque n'assumera qu'une obligation de diligence (selon le principe de meilleur effort) et ne pourra être tenue responsable si l'ordre était traité le jour bancaire ouvré luxembourgeois suivant.

59. OBLIGATIONS DE DÉCLARATION DES TRANSACTIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Client reconnaît expressément que lorsque la Banque exécute des transactions portant sur des instruments financiers, la Banque sera, dans certains cas et sous certaines conditions, soumise à des obligations légales de déclaration des transactions effectuées, notamment, mais pas exclusivement, en vertu du Règlement (UE) N° 600/2014 du 15 mai 2014 («MiFIR») ou du Règlement (UE) N° 648/2012 du

Parlement européen et du Conseil 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux, tel que modifié ou ré-édité («EMIR»). Afin de permettre à la Banque de s'acquitter de ces obligations légales en matière d'obligations de déclaration, le Client s'engage irrévocablement à fournir à la Banque, sans délai, toute information et tout document que



la Banque juge utile ou nécessaire (p.ex. numéro/code d'identification) à cette fin.

À défaut de transmission de l'information/documentation requise, le Client comprend que la Banque ne sera pas en mesure d'exécuter les ordres (de quelque nature qu'ils soient) et reconnaît expressément que la Banque ne pourra pas être tenue responsable d'un quelconque dommage pouvant en résulter. Dans un tel cas, la Banque pourra résilier les relations d'affaires conformément aux présentes Conditions Générales et/ou aux Conventions Particulières.

60. DISPOSITIONS RELATIVES À LA CONSERVATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

60.1. La livraison et l'authenticité des instruments financiers déposés auprès de la Banque doivent être de bonne livraison, à savoir authentiques, en bon état matériel, non frappées d'opposition, de saisie, de déchéance, de séquestre, en quelque lieu que ce soit, et munies de tous les coupons à échoir.

Le Client est responsable à l'égard de la Banque de tout dommage résultant d'un défaut d'authenticité ou des vices apparents ou cachés (tels que des instruments financiers perdus ou volés) des instruments financiers déposés par lui. Ainsi, si le compte de la Banque auprès de son dépositaire est débité en raison du fait que les instruments financiers remis par le Client ne sont pas de bonne livraison, la Banque peut débiter ces instruments financiers ou des avoirs d'une valeur de marché équivalente à celle de ces instruments financiers en cause des comptes du Client et le Client s'engage à tenir la Banque quitte et indemne de tout préjudice que celle-ci peut encourir de ce chef.

60.2. Conservation des instruments financiers

60.3. Sauf convention écrite contraire, tous les instruments financiers sont déposés dans un compte fongible. Par conséquent, sans préjudice des autres dispositions des présentes, la Banque a pour seule obligation de restituer au Client des instruments

financiers et/ou métaux précieux de même nature que ceux déposés auprès de la Banque.

60.4. La Banque est autorisée à faire garder les instruments financiers remis en dépôt pour le compte et aux risques exclusifs du Client auprès de correspondants, de sous-dépositaires ou de systèmes de compensation choisis par elle au Luxembourg ou à l'étranger. Elle choisira et nommera ses correspondants, sous-dépositaires et systèmes de compensation avec soin et diligence. La Banque tient notamment compte de l'expertise et de la réputation du tiers sur le marché, ainsi que de toutes les exigences légales relatives à la détention d'instruments financiers susceptibles de porter atteinte aux droits du Client.

La Banque sera uniquement responsable pour faute grave dans la sélection de ce tiers.

60.5. La Banque informe le Client, qui accepte que les correspondants, les sous-dépositaires et les systèmes de compensation sélectionnés par la Banque puissent déposer les instruments financiers du Client auprès d'entités tierces en application de critères de sélection ne correspondant pas nécessairement à ceux de la Banque.

60.6. Conformément à la Réglementation MiFID, dans les cas où la Banque est obligée par la nature des instruments financiers de les déposer auprès d'un sous-dépositaire à l'étranger qui n'est pas soumis à une surveillance adéquate, la responsabilité de la Banque ne sera pas engagée.

60.7. Lorsque des avoirs, créances ou prétentions appartenant au Client ou dont le Client est titulaire, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Banque, mettent en jeu des réglementations étrangères, des correspondants, des sous-dépositaires ou des systèmes de compensation au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, les droits du Client sont également soumis aux lois, usances, règles et conventions applicables à ces tiers ainsi qu'aux relations avec les autorités étrangères, impliquant le cas échéant l'attribution de certains



privileges et interets sur les instruments financiers en depot chez eux.

60.8. La Banque veille à ce que les instruments financiers du Client soient séparés de ceux de la Banque lorsqu'elle les dépose auprès de tiers, étant précisé que les instruments financiers du Client pourront être détenus par la Banque sur des comptes globaux auprès de tiers ne permettant pas une ségrégation des instruments financiers du Client des instruments financiers d'autres clients de la Banque déposés sur le même compte.

60.9. La détention des instruments financiers du Client sur des comptes globaux à l'étranger sera soumise aux règles locales. Il est probable que le Client ne dispose pas d'un droit de revendication personnel sur les instruments financiers ainsi déposés entre les mains de tiers.

60.10. Sauf instruction contraire du Client, la Banque se charge de l'administration usuelle des opérations sur titres, telles que le détachement des coupons, la vérification des tirages, les échanges et renouvellements d'instruments financiers, les remboursements et d'autres opérations similaires, pour le compte et aux risques exclusifs du Client. Tous les crédits de coupons ou d'autres fonds remboursables sont effectués sous la réserve expresse de l'encaissement de leur valeur intégrale. La Banque est autorisée à débiter d'office le compte du Client de la contre-valeur, majorée de tous les frais et différences de cours, des coupons et autres fonds remboursables qui n'auraient pas pu être encaissés pour leur valeur intégrale pour un motif quelconque. La Banque peut, sans y être obligée, exercer tous autres droits attachés aux instruments financiers en dépôt pour autant que ces opérations aient fait l'objet d'une publicité suffisante, à l'exception des droits de vote des actions cotées pour lesquels une instruction spécifique du Client sera nécessaire.

60.11. Sauf convention contraire, il appartient au Client de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde des droits attachés aux instruments financiers déposés, tels que le droit de souscription et le droit d'option, la Banque n'a pas

d'obligation d'informer le Client sur l'existence de tels droits.

60.12. La Banque n'est pas obligée de défendre les intérêts du Client liés aux instruments financiers inscrits en compte, même si elle est inscrite au registre des actionnaires pour compte du Client. Ainsi, la Banque n'a aucune obligation de soumettre une déclaration de créance ou de faire toute autre déclaration ou action dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité ou similaire.

60.13. Le Client peut exercer lui-même le droit de vote en tout temps. Dans ce cas, le Client doit demander en temps utile à la Banque de l'assister avec les formalités nécessaires pour qu'il soit admis à l'assemblée. La Banque peut se limiter à la remise au Client d'une attestation de détention des titres inscrits en compte.

60.14. Dans tous les cas, les opérations liées à des événements qui affectent un instrument financier en dépôt sont effectuées d'après les informations transmises à la Banque par des tiers, ainsi que toute autre source d'information financière dont elle pourrait disposer.

Dès lors, la Banque ne peut être tenue responsable de l'inexactitude de ces informations et des erreurs qui pourraient en résulter.

61. RESTITUTION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

61.1. La Banque n'assume aucune responsabilité en cas de perte ou de non restitution des instruments financiers due à une action ou à une omission de la part de ses correspondants, sous-dépôtaires ou systèmes de compensation ou dans le cas de leur insolvabilité.

61.2. Dans le cas où des instruments financiers identiques détenus pour la Banque sur un compte global à l'étranger sont restitués à la Banque en nombre insuffisant pour faire face aux demandes de restitution de ses Clients, la Banque est en droit de réduire les prétentions de ses Clients, au prorata des instruments financiers restitués par le tiers.



61.3. Toute obligation de la Banque est subordonnée à la réception effective par la Banque pour le compte du Client d'un paiement ou d'une livraison par le correspondant, les sous-dépositaires ou le système de compensation.

La Banque est autorisée à débiter d'office le compte du Client de la contre-valeur, majorée de tous les frais et différences de cours, des avoirs, créances ou prétentions du Client qu'elle aurait payés et dont le paiement ou la livraison par le correspondant, le sous-dépositaire ou le système de compensation n'aurait pas été obtenu dans les délais normaux.

61.4. En conformité avec la législation concernant la circulation des valeurs mobilières et celle concernant la dépossession involontaire de titres au porteur, le Client reconnaît à la Banque le droit de lui restituer des valeurs mobilières de même nature et quantité, sans concordance de numéros. Dans tous les cas, la Banque peut se libérer de ses obligations en cédant au Client ses droits contre le correspondant, le sous-dépositaire ou le système de compensation.

61.5. Tous les frais, commissions, taxes, impôts et autres retenues appliqués ou engendrés en relation avec ce qui précède sont à la charge du Client.

IV. DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPÔTS DE MÉTAUX PRÉCIEUX

62. La Banque peut accepter les dépôts de métaux précieux. Des frais de garde pourront être prélevés par la Banque selon ses tarifs en vigueur.

62.1. Sauf convention contraire, les métaux de même nature et forme, et de qualité commerciale usuelle, déposés sans indication d'éléments

d'identification auprès de la Banque sont réputés fongibles.

62.2. Ces dépôts peuvent notamment être représentés (i) par des remises en compte, sans que ce compte ne produise des intérêts, dividendes ou autres revenus pour le Client ou (ii) par des titres au porteur ou nominatifs.

62.3. Les dispositions des articles 60.2 à 60.9 et 61 des Conditions Générales s'appliquent par analogie à la conservation et la restitution de métaux précieux fongibles sous réserve de ce qui suit.

62.4. La Banque se libère valablement de son obligation de restitution d'un métal précieux en livrant un métal précieux de même nature et de même forme que celles indiquées au compte ou au titre et de qualité usuelle. Lors de la restitution les différences éventuelles quant au poids et à la qualité entre les métaux précieux déposés et ceux restitués sont compensées en numéraire. Le montant de la compensation sera évalué au cours du marché du jour de la demande de restitution.

62.5. Le Client ne pourra demander la livraison physique des métaux précieux inscrits en compte que pour autant que la Banque puisse elle-même obtenir une telle livraison et dans les mêmes conditions.

62.6. Sur demande du Client, la Banque lui délivre le métal en un lieu différent que la Banque, à condition que cela soit matériellement possible et en accord avec la législation en vigueur sur cette place et tous les frais, taxes et impôts de tout genre qui y sont liés sont à charge du Client.

62.7. Les dépôts de métaux précieux sont régis par des dispositions législatives et réglementaires spéciales.

Date

Signature



ANNEXE 1 – FORMULAIRE D'INFORMATION DU DÉPOSANT

Le Client peut contacter son chargé de relation pour toute question relative à ce formulaire en utilisant les coordonnées de la Banque ci-dessous :

Informations de base sur la protection des dépôts

Les dépôts détenus auprès de Mirabaud & Cie (Europe) S.A. (la «Banque») sont protégés par : Le Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg (FGDL) (1)

Limite de protection : 100.000 EUR par déposant et établissement de crédit (2)

Si vous avez d'autres dépôts dans la même institution de crédit : Tous vos dépôts auprès d'un même établissement de crédit sont «agrégés» et le total est soumis à la limite de 100.000 EUR (2)

Si vous avez un compte joint avec d'autres personnes : La limite de 100.000 EUR s'applique à chaque déposant séparément (3)

Période de remboursement en cas de défaillance de l'établissement de crédit : 7 jours ouvrables (4)

Devise du remboursement : Euro

Contact : Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg
283, route d'Arlon
L-1150 Luxembourg
Adresse postale :
L-2860 Luxembourg
Téléphone: (+352) 26 25 1-1
Fax: (+352) 26 25 1-2601

Plus d'informations : www.fgdl.lu

Autres informations importantes

De manière générale, tous les déposants et entreprises de détail sont couverts par des Systèmes de garantie des dépôts. Les exceptions pour certains dépôts sont indiquées sur le site Internet du Système de garantie des dépôts compétent. Votre établissement de crédit vous informera également, sur demande, si certains produits sont couverts ou non. Si les dépôts sont couverts, l'établissement de crédit doit également confirmer cela sur le relevé de compte.



NOTES DE BAS DE PAGE

1. Système responsable de la protection de votre dépôt
2. Limite générale de protection

Si un dépôt n'est pas disponible parce qu'un établissement de crédit n'est pas en mesure de remplir ses obligations financières, les déposants sont remboursés par un Système de garantie des dépôts. Ce remboursement est couvert jusqu'à concurrence de 100.000 EUR par établissement de crédit. Cela signifie que tous les dépôts d'un même établissement de crédit sont additionnés afin de déterminer le niveau de couverture. Si, par exemple, un déposant détient un compte épargne de 90.000 EUR et un compte courant de 20.000 EUR, il ne sera remboursé que de 100.000 EUR.

Dans les cas visés à l'article 171(2) de la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement, la protection des dépôts peut dépasser 100.000 EUR, jusqu'à concurrence de 2.500.000 EUR. Plus d'informations: www.fgdl.lu.

3. Limite de protection pour les comptes joints

Dans le cas de comptes joints, la limite de 100000 EUR s'applique à chaque déposant.

Toutefois, les dépôts sur un compte auquel deux personnes ou plus ont droit en tant que membres d'un partenariat commercial, d'une association ou d'un groupe de nature similaire, sans personnalité juridique, sont agrégés et traités comme s'ils étaient effectués par un seul déposant aux fins du calcul de la limite de 100.000 EUR.

4. Remboursement

Le Système de garantie des dépôts compétent est le Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg, 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, adresse postale: L-2860 Luxembourg, numéro de téléphone (+352) 26 25 1-1, e-mail: info@fgdl.lu, site Internet: www.fgdl.lu.

Le Fonds vous remboursera vos dépôts (jusqu'à 100.000 EUR) dans un délai de 7 (sept) jours ouvrables.

Si vous n'avez pas été remboursé dans ce délai, vous devez contacter le Système de garantie des dépôts, car le délai de demande de remboursement peut être prescrit après un certain temps. Plus d'informations: www.fgdl.lu.



**ANNEXE 2 – AVIS D'INFORMATION ÉTABLI CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 20.6
DES CONDITIONS GÉNÉRALES (« CONDITIONS GÉNÉRALES »)
DE MIRABAUD & CIE (EUROPE) S.A (VERSION 05.2024, À L'EXCEPTION DE
CERTAINS SERVICES APPLICABLES À COMPTER DU 1ER JANVIER 2025)**

Cet avis d'information (l'« Avis ») contient la liste du lieu d'établissement des Destinataires sous-traitants, la liste du type d'informations transmises dans le cadre de la sous-traitance et la liste des activités couvertes par la sous-traitance telles que visées à l'article 20.6 des Conditions Générales de la Banque, et doit être lu conjointement avec les Conditions Générales de la Banque et en particulier avec les articles 20.5 à 20.9.

Conformément à l'article 20.6 des Conditions Générales de la Banque, cette liste peut être mise à jour périodiquement et le Client en sera informé au préalable conformément aux dispositions de l'article 24 des Conditions Générales de la Banque.

Les termes en majuscules utilisés mais non définis dans l'Avis ont le sens qui leur est attribué dans les Conditions Générales de la Banque.

Domaine	Description des services externalisés	Type de données Client* susceptibles d'être transmises	Pays d'établissement des prestataires de services (et de leurs sous-traitants)
IT	Services liés à l'installation, à la maintenance et/ou au fonctionnement des systèmes d'information et, plus généralement, services de gestion de l'infrastructure informatique, ainsi que services liés à l'exploitation des processus et programmes d'assistance informatique, à la sécurité informatique, aux systèmes de communication, y compris les services de Cloud.	Données d'identité / identification / vie professionnelle et privée / données bancaires. Données économiques et financières. Données de connectivité. Données relatives aux condamnations et infractions pénales.	Prestataires de services intra-groupe et leurs sous-traitants en Suisse, au Royaume-Uni, en Irlande, aux États-Unis et en Hongrie.



Domaine	Description des services externalisés	Type de données Client* susceptibles d'être transmises	Pays d'établissement des prestataires de services (et de leurs sous-traitants)
Gestion de la documentation client	Services liés à l'impression et à la gestion de la documentation des Clients.	Données d'identité / données d'identification. Données bancaires. Données économiques et financières.	Prestataires de services intra-groupe et leurs sous-traitants en Suisse, au Luxembourg, en France, en Espagne et au Royaume-Uni.
Conservation et négociation	Services liés à la conservation et à la négociation d'instruments financiers.	Données d'identité / données d'identification. Données bancaires.	Prestataires de services intra-groupe et leurs sous-traitants en Suisse, en Belgique, au Luxembourg, en France et en Espagne.
Back-office	Services liés au back-office (ex.: opérations sur titres, gestion fiscale, soutien aux réclamations) et agent administratif.	Données d'identité, données d'identification et données bancaires.	Prestataires de services intra-groupe et leurs sous-traitants en Suisse, en Belgique, au Luxembourg, en France et en Espagne.
Reporting	Services liés aux rapports financiers/réglementaires/ juridiques/fiscaux aux autorités compétentes.	Données d'identité Données d'identification. Données bancaires Données économiques et financières.	Prestataires de services intra-groupe et leurs sous-traitants en Suisse, en Irlande, au Royaume-Uni et au Luxembourg.
Services de paiement	Services permettant à la Banque de traiter et d'exécuter des opérations de paiement via Swift et l'envoi de messages via ce même service en général, ainsi que le stockage et l'archivage de ces messages et le contrôle, le filtrage et la vérification de ces opérations de paiement ou de ces messages	Données d'identité. Données d'identification. Données relatives à la vie privée. Données relatives à la vie professionnelle. Données bancaires.	Prestataires de services intra-groupe et leurs sous-traitants en Suisse et au Royaume-Uni.



Domaine	Description des services externalisés	Type de données Client* susceptibles d'être transmises	Pays d'établissement des prestataires de services (et de leurs sous-traitants)
Contrôles de conformité (KYC/KYT)	Services liés à la prévention du détournement de fonds, de la fraude et à la protection des moyens de communication de la Banque, Services permettant à la Banque de gérer la surveillance et le suivi des opérations et de respecter les obligations légales de mise en place de systèmes professionnels adéquats, tout en respectant les obligations des législations locales et européennes en vigueur et de respecter notamment les obligations légales déclaratives.	Données d'identité. Données d'identification. Données relatives à la vie privée. Données bancaires. Données économiques et financières. Données relatives aux condamnations et infractions pénales.	Prestataires de services intra-groupe et leurs sous-traitants en Suisse, en Espagne, en Irlande et aux États-Unis.
Gestion des risques	Services permettant à la Banque d'effectuer des tests de risque tels que prescrits par la législation applicable (notamment en recueillant et archivant les preuves documentaires requises concernant l'identification et l'activité commerciale) et services permettant à la Banque d'effectuer les contrôles pertinents de gestion de risque et de surveiller son exposition aux risques en temps réel à l'échelle mondiale.	Données d'identité. Données d'identification. Données relatives à la vie privée. Données relatives à la vie professionnelle. Données bancaires.	Prestataires de services intra-groupe et leurs sous-traitants en Suisse.
Services d'accès pour les prestataires de services de paiement tiers dans le cadre de la directive révisée sur les services de paiement (DSP2)	Services permettant aux prestataires de services de paiement tiers de collecter des informations sur le compte, d'initier des opérations de paiement et de confirmer la disponibilité des fonds conformément aux obligations légales de la Banque et aux réglementations applicables en matière de services de paiement.	Données d'identité / données d'identification / données bancaires.	Le prestataire de services est un Professionnel du Secteur Financier (PSF) au Luxembourg.
Services centraux liés aux positions acquises dans des instruments financiers sur les marchés européens	Services permettant d'identifier les actionnaires, à la demande de l'émetteur concerné, de transmettre les informations relatives aux assemblées générales, de faciliter l'exercice des droits des actionnaires et de respecter les obligations réglementaires de la Banque en matière de SRD II (Directive UE 2017/828 relative aux droits des actionnaires, telle que modifiée).	Données d'identité / données d'identification et données bancaires, y compris la position détenue sur le titre concerné et le choix du Client en cas de vote à l'Assemblée générale.	Prestataires de services intra-groupe et leurs sous-traitants en Inde, au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Suisse.
Gestion de la trésorerie	Services de trésorerie et de GAP. Gestion des actifs et passifs de la Banque.	Données d'identité / données d'identification / données bancaires.	Prestataires de services intra-groupe en Suisse.



*** Définitions:**

Données d'identité	Informations et documents relatifs à une personne qui révèlent son identité individuellement ou étant combinés. (prénom, nom, titre, distinction honorifique, passeport/carte d'identité, permis de conduire, etc.).
Données d'identification	Informations et documents relatifs à une personne spécifique qui peuvent permettre d'obtenir son identité. Il peut s'agir d'une pièce d'identité officielle (numéro de passeport, numéro de permis de conduire, numéro d'identification fiscale), d'une adresse e-mail, d'un numéro de téléphone, d'une adresse postale, d'un identifiant bancaire externe utilisé dans les communications avec les clients (relation commerciale, portefeuille, compte, mobile/e-banking).
Données relatives à la vie professionnelle/personnelle	Informations et documents relatifs à la vie privée d'une personne (intérêts personnels, préférences et habitudes qui peuvent fournir des informations sur son mode de vie, par exemple, les informations sur la naissance et le décès, la citoyenneté, la résidence, l'état matrimonial/familial/relationnel, l'activité sociale (médias), les loisirs, les choix personnels). Informations et documents relatifs aux antécédents professionnels d'une personne, à son statut professionnel actuel ou à son parcours professionnel (employeur, intitulé/poste, CV, salaire, etc.).
Données bancaires	Informations et documents relatifs aux interactions et relations d'une personne avec une institution financière, y compris les détails d'ouverture et de clôture de compte, l'historique des informations opérationnelles, l'utilisation des produits et services (détails du compte client, historique des opérations et des positions, extraits de compte, détails de paiement, etc.).
Données économiques et financières	Informations et documents relatifs à la situation financière, aux opérations et aux activités économiques d'une personne qui peuvent fournir des informations sur sa santé, stabilité et performance financières, et qui sont utilisés pour les décisions de crédit, l'analyse des investissements et la planification financière (revenus, cote de crédit, historique des prêts, actifs et passifs, informations fiscales, origine du patrimoine, etc.).
Données relatives aux condamnations et infractions pénales	Informations et documents relatifs aux antécédents criminels d'une personne, y compris les condamnations, les infractions, les arrestations et les procédures judiciaires liées (casier judiciaire, historique des arrestations, jugements des tribunaux, procédures judiciaires en cours, etc.).
Données de connectivité	Informations et documents relatifs aux connexions d'un individu ou d'un appareil personnel qui peuvent fournir des informations sur la manière dont les personnes accèdent aux services et plateformes numériques et les utilisent (identifiant utilisateur, mot de passe, identifiant de l'appareil, adresse IP, type de navigateur, opérateur mobile, informations sur le réseau Wi-Fi ou mobile, etc.).
